



Journées Techniques Nationales Elevage

L'élevage ovin lait et viande en Agriculture Biologique



9 et 10 avril 2008

au Lycée Agricole de St Affrique (12)

*Rencontres co-organisées par l'ITAB, le Pôle Scientifique
agriculture biologique Massif Central, le lycée agricole de St Affrique
et la Chambre d'Agriculture de l'Aveyron*

Journées réalisées avec l'appui financier de :



Travaux réalisés avec l'aide de l'Etat (FNADT)

Programme

MERCREDI 9 AVRIL 2008

	Pages :
10h30 : Séances plénières	
- L'élevage ovin bio en France et dans le monde : chiffres clés et évolution (Agence Bio)	___ 3
- Synthèse des suivis de réseaux technico-économiques ovin viande du Massif Central (INRA)	___ 7
- Résultats obtenus sur les fermes de lycées agricoles et sites expérimentaux du Massif Central : mise en parallèle des résultats et des différentes stratégies (INRA)	___ 19
- Synthèse des suivis de réseaux technico-économiques ovin lait en Aveyron (AVEM + Herbe au Lait)	___ 35
12h20 : Ateliers thématiques - 1ère séance (1 au choix)	
- Atelier 1 : Aspects sanitaires et parasitaires (AVEM et GABLIM)	___ 47
- Atelier 2 : Synthèse pluri-site et pluriannuelle des conduites et des résultats sanitaires et parasitaires sur les fermes de lycées agricoles et sites expérimentaux du Massif Central (ENITA de Clermont + responsables des différents sites)	___ 67
- Atelier 3 : Valorisation des fourrages par les agneaux : rationnement des concentrés pour agneaux et conduite des agneaux à l'herbe (INRA et Institut de l'Élevage)	___ 87
- Atelier 4 : Gestion du pâturage : méthode André Voisin et méthode du volume d'herbe disponible (témoignages d'éleveurs)	___ 101
- Atelier 5 : Données sur la reproduction (INRA et témoignage d'éleveur)	___ 109
14h30 : Poursuite des ateliers thématiques - 3 séances (3 au choix)	

JEUDI 10 AVRIL 2008

8h30-13h00 : Visite d'exploitations

Visite d'une exploitation en ovin lait et d'une exploitation en ovin viande par petits groupes.

14h30-16h40 : Séances plénières

14h30 : Résultats de 3 ans de suivi de 20 fermes bio et conventionnelles sur la thématique de la "qualité du sol au lait" (CIVAM Bio Pays Basque : BLE)	___ 121
15h00 : Filière viande : exemples de différentes stratégies commerciales	
- Témoignage de UNEBIO	___ 125
- Témoignage de SICABA	___ 131
15h50 : Filière lait : exemples de différentes stratégies commerciales	
- Témoignage de Papillon	
- Témoignage des Bergers du Larzac	
- Commercialisation en vente directe (témoignage d'agriculteur)	
16h20 : Discussion	

L'ITAB réalise tous les deux ans des journées techniques nationales élevage bio qui permettent de faire le point sur les travaux de recherche et le développement des filières. De son côté, le Pôle Scientifique AB Massif Central réalise tous les ans des Journées Techniques à rayonnement interrégional. Ces manifestations permettent de restituer avant tout les résultats issus des programmes de Recherche-Développement en AB sur le Massif Central.

En 2008, l'ITAB et le Pôle Bio vous proposent des journées techniques nationales communes, donnant ainsi une plus large envergure à cette manifestation.

Renseignements

Julie GRENIER : Pôle Scientifique AB Massif Central / julie.grenier@educagri.fr / Tél. : 04. 73. 98. 69. 56
Aude COULOMBEL : ITAB / aude.coulombel@itab.asso.fr

Edito

Bonjour à tous,

Cette année, les Journées Techniques Elevage sont placées sous le signe du renforcement des partenariats. L'ITAB (Institut Technique de l'Agriculture Biologique) et le Pôle Scientifique Bio Massif Central (Centre Technique Spécialisé « Elevage » de l'ITAB) ont souhaité organiser conjointement ces rencontres nationales de l'élevage biologique autour de la thématique de la production ovine (lait et viande). Ces journées sont également organisées avec la contribution active de l'ensemble des équipes du lycée agricole de St Affrique et de la Chambre d'Agriculture de l'Aveyron. Ce renforcement des partenariats entre la Recherche, le Développement et la Formation nous semble à tous primordial, et c'est dans le cadre d'un travail en réseau que nos actions respectives trouvent tout leur sens et peuvent ainsi contribuer au développement de l'élevage biologique.

Ces 2 jours visent à diffuser et à valoriser les résultats des recherches et expérimentations menées sur la production ovine, à l'échelle Massif Central et nationale. Nous avons souhaité faire de ces rencontres un moment d'échanges entre chercheurs, techniciens, producteurs et formateurs, tant sur les aspects techniques que sur des points plus économiques. A travers des présentations en salle (en séances plénières et en ateliers), des visites de fermes, des témoignages d'éleveurs et d'opérateurs économiques, vous pourrez avoir un aperçu de la diversité des systèmes de production ovin, des démarches de qualité, des résultats techniques et sanitaires des élevages...

Nous tenons à remercier vivement tous les éleveurs qui participent aujourd'hui à ces rencontres, en particulier ceux qui témoignent de leurs pratiques et nous accueillent sur leur fermes. Vous trouverez la présentation de leurs exploitations dans le recueil des « fiches de fermes » qui seront distribuées lors des visites.

Merci à également à tous nos partenaires, contributeurs, rédacteurs et intervenants à ces Journées Techniques, qui ont accepté de présenter leurs travaux et leurs résultats. Et merci à vous tous d'être venu nombreux !

*ITAB
Pôle Scientifique AB Massif Central
Lycée Agricole de St Affrique
Chambre d'agriculture de l'Aveyron*

SÉANCES PLÉNIÈRES

9 Avril 2008

LES OVINS BIOLOGIQUES EN FRANCE

Elisabeth Mercier

Agence Bio, 6 rue Lavoisier 93100 Montreuil sous Bois



Fin 2006, 913 élevages ovins étaient conduits selon le mode biologique, dont 414 produisant du lait bio.

	Nb d'exploitations	Brebis lait bio (têtes)	Brebis viande bio (têtes)	Total brebis bio (têtes)	2006/2005
Alsace	17	475	346	821	-6%
Aquitaine	53	1 976	2 911	4 887	2%
Auvergne	65	1 860	8 827	10 687	-10%
Basse-Normandie	44	1 152	2 034	3 186	16%
Bourgogne	47	732	3 615	4 347	-2%
Bretagne	51	2 583	2 595	5 178	-20%
Centre	34	55	4 388	4 443	-3%
Champagne-Ardenne	8	320	479	799	37%
Corse	5	26	549	575	-15%
Franche-Comté	18	507	696	1 203	-18%
Haute-Normandie	6	2	535	537	-5%
Ile de France	4	-	290	290	39%
Languedoc-Roussillon	54	8 166	2 832	10 998	-14%
Limousin	57	1 664	7 329	8 993	-12%
Lorraine	11	417	1 200	1 617	-7%
Midi-Pyrénées	154	16 221	14 222	30 443	-5%
Nord-Pas-de-Calais	7	83	60	143	233%
PACA	54	3 447	9 240	12 687	-13%
Pays de la Loire	66	1 500	4 136	5 636	-4%
Picardie	3	120	210	330	164%
Poitou-Charentes	49	584	7 278	7 862	-7%
Rhône-Alpes	106	3 817	9 935	13 752	-3%
Outre-Mer	-	-	-	-	-
France	913	45 707	83 707	129 414	-7%

Figure 1 : Répartition par région française du nombre de brebis menées en mode de production biologique. Source : Agence BIO 2007

En 10 ans, l'effectif de brebis en mode de production biologique a été multiplié par 7 :

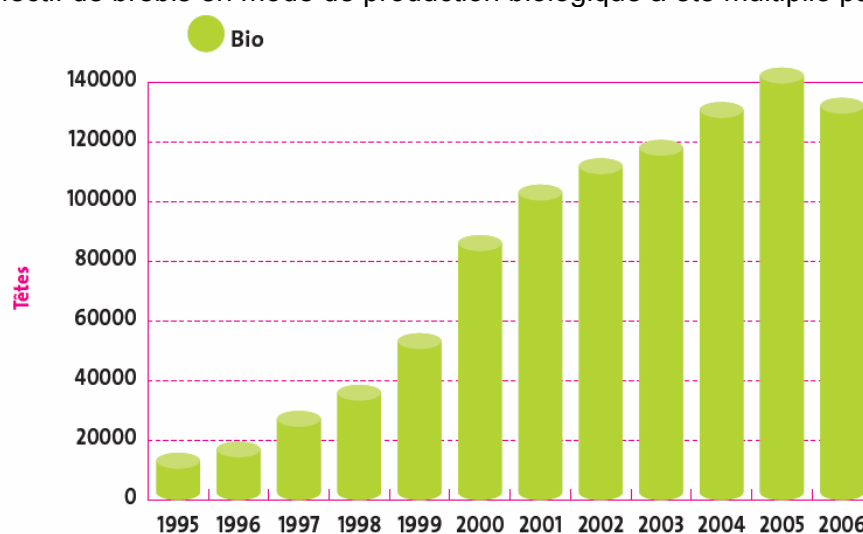


Figure 2 : Evolution de l'effectif du troupeau de brebis en mode de production biologique. Source : Agence BIO 2007

Les départements comptant le plus de brebis biologiques sont : l'Aveyron (14,9%), la Drôme (5,3%), la Lozère (4,9%), les Alpes de Haute Provence (4,7%) et la Haute-Vienne (4,7%).

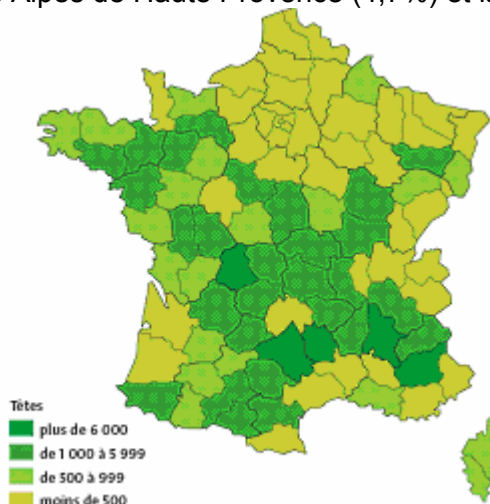


Figure 3 : Répartition sur le territoire des brebis en mode de production biologique
Source : Agence BIO 2007

- Les laits biologiques de brebis représentent 1,9% de la collecte nationale.

En 2005, 11 établissements ont collecté du lait de brebis biologique.

laits	1998	2000	2002	2004	2005
volume de lait de brebis (en milliers de litres)	1 045	2 980	3 876	4 256	4 574

Tableau 1 : Evolution du volume de lait de brebis en mode de production biologique collecté
Source : Office de l'Elevage

- En 2005, 12 473 ovins biologiques ont été abattus dans le cadre des filières organisées, dont 352 brebis et 12 121 agneaux. Cela a représenté 225 tonnes de viande, dont 8 de brebis et 217 d'agneaux.

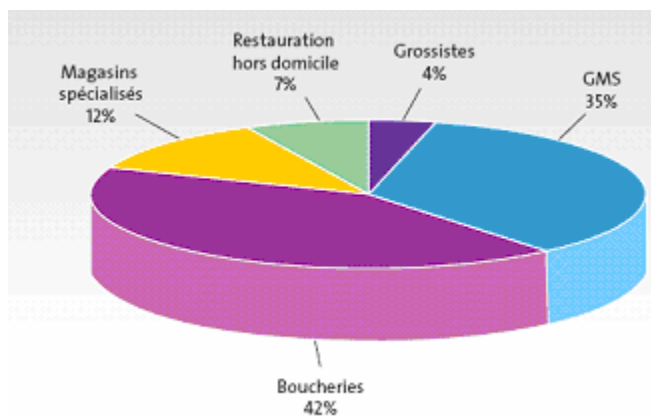


Figure 4 : Distribution de la viande d'agneaux en filières organisées
Source : Observatoire des viandes biologiques de la Commission Bio d'INTERBEV

- En 2005, la valeur totale des ventes de viandes d'agneaux biologiques a été évaluée à 13 millions d'euros, dont 3 en GMS, 4 en magasins spécialisés et 6 en vente directe.
- D'après les résultats du baromètre de consommation et de perception des produits biologiques en France d'octobre 2007, le plus grand nombre d'actes d'achat de viandes de porcs, charcuterie et agneaux biologiques est effectué en GMS :



Où achetez-vous principalement ces produits biologiques ?

		2006 Base : 87	2005 Base :	2004 Base :
Grandes et moyennes surfaces	40%	31%	31%	21%
Marché	12%	7%	7%	5%
Magasins spécialisés	12%	14%	8%	10%
Ferme	20%	22%	22%	/
Artisans (boulangers, bouchers...)	15%	25%	31%	39%
Jardin		/	/	/
Autres	1%	1%	/	19%
N'achète pas ce produit bio		/	1%	6%

↗ ↘ Évolution significative entre les vagues

Base « consommateur du produit bio » : 76

Tableau 2 : Lieux d'achat principal – Viande de porc, charcuterie, viande d'agneau biologiques
 Source : Agence Bio – Baromètre de consommation – Edition 2007

RESULTATS TECHNICO-ECONOMIQUES EN ELEVAGE OVIN VIANDE BIOLOGIQUE

Marc Benoit et Gabriel Laignel

Unité Économie de l'Élevage INRA 63122 St Genès-Champagnelle

RESUME

Le contexte économique est peu favorable aux exploitations d'élevage ovin allaitant et a fortiori à celle conduites en agriculture biologique, du fait des coûts extrêmement élevés des matières premières végétales. Ainsi, en montagne, où la culture de céréales pour le troupeau est relativement limitée, la marge brute par brebis est inférieure de 24 % à celle des élevages conventionnels, dont certains sont, il est vrai, très performants en terme de productivité numérique (système d'agnelage accéléré). Le revenu est néanmoins identique en AB grâce surtout à des charges de structure très limitées. En plaine, grâce à une bonne autonomie alimentaire, des résultats économiques de niveau correct sont au rendez-vous, avec des niveaux de marge brute et de revenu comparables à ceux obtenus en élevage conventionnel lorsque les charges de structure sont comparables. Il est vrai qu'en zone de plaine une autonomie alimentaire élevée peut être plus facilement atteinte grâce à l'implantation de prairies temporaires et la production de céréales à la ferme. Dans la nouvelle conjoncture céréalière, la maximisation de l'autonomie fourragère (part de production réalisée à partir des ressources fourragères) est plus que jamais déterminante, en montagne où le coût d'achat du concentré peut être rédhibitoire, en plaine également où cela peut permettre aux éleveurs les plus autonomes de vendre une partie des céréales récoltées.

INTRODUCTION

L'une des spécificités du Massif Central est bien l'importance de ses surfaces fourragères. Au-delà des systèmes d'élevage bovins, qu'ils soient laitiers et largement basés sur des AOC fromagères, ou allaitants, avec la prédominance des systèmes « broutards », les élevages ovin viande ont toujours eu une place importante, en particulier dans les zones les plus difficiles, avec des races locales très spécifiques. Le **contexte actuel est cependant particulièrement difficile pour ces élevages**, en conventionnel mais également et surtout en agriculture biologique. En effet, d'une part les soutiens publics y sont inférieurs à ceux d'autres productions, mais surtout, ils sont particulièrement frappés par la conjoncture récente de très fort renchérissement des céréales, alors que l'engraissement des agneaux est quasi exclusivement basé sur l'utilisation de concentrés.

Un réseau d'exploitations ovin viande conventionnelles suivi sur le long terme a été enrichi par le suivi d'exploitations en AB, par partie en collaboration avec des chambres d'agricultures, sur la partie centrale et Nord du Massif Central. Il permet de situer les résultats entre élevages, en mettant en avant les freins ou les facteurs favorables au revenu, et les cohérences de systèmes d'élevage permettant d'aboutir à des rentabilités correctes. Malheureusement, en AB, compte tenu en particulier des difficultés économiques, la base de données est assez peu importante, même si elle a pu être enrichie par 4 troupeaux expérimentaux et de démonstration.

1. BASE DE L'ETUDE

Les 52 fermes suivies se positionnent dans 10 départements (fig 1) ; l'étude est basée sur le suivi d'un total de 13 fermes en AB (« Eab ») qui sont comparées à 29 fermes en conventionnel (« Econv »).

Au total, ces élevages représentent une dizaine de races différentes : Bizet, BMC, Lacaune Viande, Limousine, Rava, et Romane en montagne (8 élevages en AB et 21 en conventionnel) et Ile de France, Charollaise, Texel, Vendéenne en zone intermédiaire et de plaine (5 élevages en AB et 8 en conventionnel).

Que ce soit en montagne ou en plaine, les dimensions des fermes sont inférieures en AB, avec 60 ha contre 77 en montagne (et 270 brebis contre 494) ou en plaine avec 88 ha contre 132 (et 492 brebis contre 611). Cependant, la main d'œuvre y est nettement moins importante avec, fait marquant, un seul travailleur par exploitation en montagne (contre 1.62 en conventionnel).

La proportion de surfaces en cultures est nettement plus importante en montagne en AB (18 % de la SAU contre 4 % seulement en conventionnel), avec la recherche d'un lien au sol et d'une autonomie alimentaire plus importante. Les Eab de plaine ont 12 % de la SAU en cultures, pour le troupeau, alors que ce taux atteint 29 % chez les conventionnels qui commercialisent une partie des céréales et protéagineux produits.

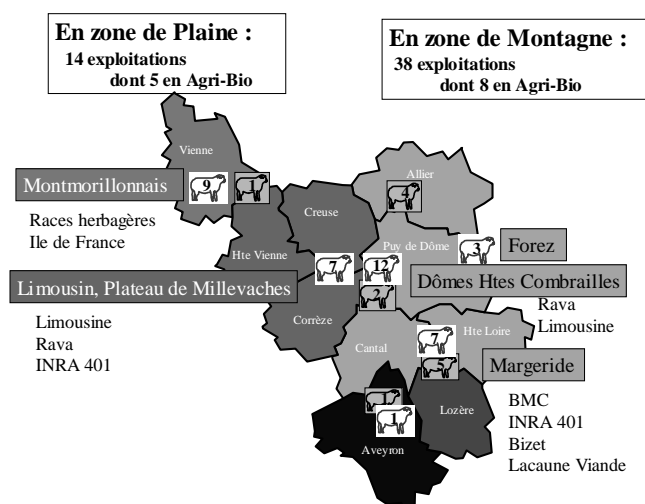


Figure 1 : Positionnement des exploitations étudiées en 2006

Le chargement de la SFP est inférieur de 15 % en montagne chez les Eab (0.91 vs 1.07), en lien avec une moindre intensification de la surface fourragère. Par contre, en plaine, il est supérieur (1.24 vs 1.06) ce qui peut a priori s'expliquer par la localisation des exploitations, situées essentiellement dans l'Allier pour les Eab, et dans le Sud de la Vienne (terres de Brandes) pour les Econv. De plus, l'implantation quasi systématique de prairies temporaires chez les Eab permet le maintien de niveaux de production fourragère intéressants.

2. NIVEAUX DE RESULTATS DES FERMES

2.1. Conduites des troupeaux et résultats zootechniques

Il y a très peu d'écart de productivité numérique (PN) en plaine entre Eab et Econv (107 vs 105), ces derniers connaissant cependant une nette baisse depuis 2 ans. De même, la saisonnalité de la production est assez comparable avec un indice de contre saison¹ de 24 et 27. Le taux de mise bas est inférieur à 1 dans les 2 cas (proche de 0.90).

Par contre, en montagne, grâce à un certain nombre d'Econv pratiquant le système de « 3 agnelages en 2 ans », le taux de mise bas moyen est supérieur en conventionnel (115 vs 107), élément d'explication majeur d'une PN supérieure, à 143 vs 130 en AB. Ces derniers ont une mortalité des agneaux supérieure de 3.5 points (17.6 vs 14.1) avec une prolificité très légèrement supérieure (148 vs 145) en lien avec la présence de génotypes prolifiques (une exploitation avec race Romane et une avec Lacaune viande souche OVITEST).

¹ Part des mises bas entre août et décembre, en accentuant le « poids » des mises bas du début d'automne, correspondant au véritable creux d'anoestrus saisonnier des brebis

Néanmoins, il faut noter 1/ que la productivité moyenne en AB est satisfaisante (130), 2/ qu'il y a une grande hétérogénéité sur ce critère de PN, que ce soit en AB ou en conventionnel (Fig 1). La productivité numérique est fortement dépendante du taux de mise bas. Celui-ci est rarement supérieur à un en AB, les systèmes accélérés étant peu compatibles avec le cahier des charges et engendrant des coûts de production très élevés (concentrés). Aussi, le taux de mise bas se situe-t-il en général entre 0.92 et 1.08 en AB (fig 2).

2.2. Alimentation du troupeau

En montagne, la consommation de concentrés apparaît très élevée (167 kg/brebis vs 157 en Econv). Il semble que l'on ressente encore les conséquences des sécheresses successives, avec une certaine dégradation des prairies permanentes (perte en légumineuses), un appauvrissement des fourrages en azote et un manque chronique de stocks, les achats de fourrages ayant été limités au maximum, compte tenu de leur coût. Une partie du déficit fourrager est alors compensée par la culture de céréales.

<i>Données 2006</i>	Montagne			Plaine	
	<i>Conv</i>	<i>AB</i>		<i>Conv</i>	<i>AB</i>
n =	21	8	4*	8	5 (3)
SAU	77	51	60	132	88
% SFP	96	85	82	71	88
Brebis	494	252	270	611	492
UTH	1.62	NS	1.03	1.58	1.38
Équivalent UGB/UTH	54	NS	54	74	73
Chargement	1.07	0.98	0.91	1.06	1.24
Résultats du troupeau					
Prolificité	145	148	147	142	NC
Taux mise bas	115	107	106	92	89
% Mortalité Agx	14.1	17.6	18.1	19.5	NC
Product.Numérique	143	130	127	105	107
Indice contre saison	45	39	27	27	24
Alimentation du troupeau					
Kg concentré /breb	157	167	185	177	122
€/kg	0.19	0.26	0.26	0.17	0.25
Auto.Fourrag.(calcul éco) ²	70	49	44	68	70
Auto.Aliment.(calcul éco) ²	72	59	53	75	77
Auto.Fourragère (calcul UF) ³	72	66	61	70	NC
Auto.Alimentaire (calcul UF) ³	76	77	70	84	NC
Valorisation des agneaux					
Kg/Tête	16.8	16.4	15.8	18.7	20.0
€/kg	4.95	5.46	5.68	5.35	5.21
Résultats économiques					
Marge Brute/brebis	66	50	44	59	67 (66)
Revenu/UTH	14500	NS	15200	14300	9200(13700)
Aides totales/UTH	22100	NS	23400		
Recettes div/UTH	2400	NS	4300		
Ch Struct./Equiv UGB	451	NS	370	442	539 (444)

* hors lycées et expérimentation

² Part de la viande produite à partir des ressources fourragères : on a déduit la quantité de viande produite qui a servi à payer l'alimentation non fourragère (ou l'alimentation provenant de l'extérieur de l'exploitation, pour l'autonomie alimentaire).

³ Part des besoins du troupeau couverte à partir des UF issues des fourrages produits sur l'exploitation (ou à partir de l'ensemble des UF de l'exploitation, y compris céréales, pour l'autonomie alimentaire).

Tableau 1 : Structures, résultats techniques et économiques des exploitations étudiées en AB en comparaison à des exploitations conventionnelles, en Montagne et en Plaine.

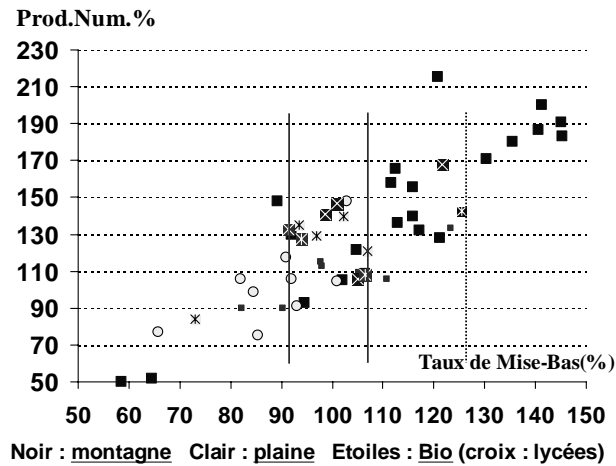


Figure 2 : Relation entre Taux de mise bas et productivité numérique

En plaine, la situation est beaucoup plus favorable en AB, avec une consommation très nettement inférieure, à 122 kg par brebis contre 177 en conventionnel, avec la présence de prairies temporaires de qualité et une maximisation du pâturage, une partie des agneaux étant engraisée à l'herbe.

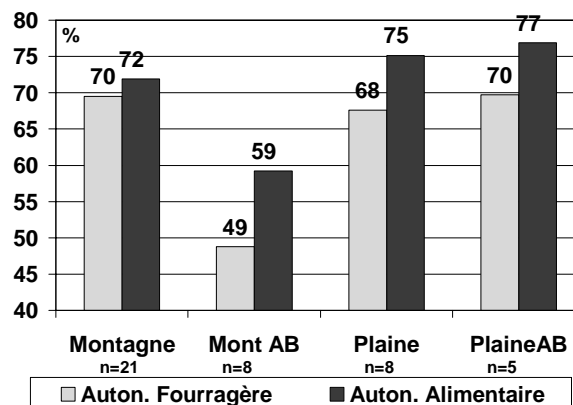


Figure 3 : Comparaison des taux d'autonomie fourragère et alimentaire (approche économique) entre AB et conventionnel, plaine et montagne.

Ainsi (figure 3), l'autonomie fourragère (calcul économique²) des Eab de plaine est-elle relativement élevée, à 70 % contre 68 % pour les Econv. Grâce aux céréales produites, l'autonomie alimentaire atteint 77 % contre 75 %. En montagne, la forte consommation de concentrés et leur coût limite l'autonomie fourragère à 49 % ce qui revient à dire que 51 % des ventes de viande sert à payer l'alimentation non issue des fourrages de l'exploitation. L'autonomie alimentaire atteint alors seulement 59 % (41 % des ventes de viande servent à payer l'alimentation non produite sur la ferme).

Le calcul de l'autonomie basé sur la méthode des UF³ (Unité Fourragère) est moins pénalisante mais montre (tableau 1) que, en montagne, seulement les 2/3 des UF nécessaires au troupeau sont issues des fourrages (autonomie fourragère de 66 %). Grâce aux céréales auto produites, l'autonomie alimentaire (UF) atteint cependant celle des Econv, à 77 % (vs 76 %).

Les différences de résultats entre les 2 méthodes de calcul des autonomies (méthodes économique ou UF) illustrent la disproportion entre le coût de l'alimentation et le prix de valorisation de la viande en AB.

2.3. Valorisation des agneaux

Le poids des agneaux bio est inférieur aux conventionnels en montagne (16.4 vs 16.8) avec une valorisation au kilo supérieure de 10 %. En plaine, le poids des agneaux bio est très élevé (20 kg vs 18.7) mais le prix de vente est légèrement inférieur à celui des conventionnels (5.21 vs 5.35).

Globalement, depuis 5 ans, les agneaux AB de montagne ont une plus value moyenne de 0.5 €/kg alors qu'il n'y a pas de différence significative en plaine (fig 4 et 5).

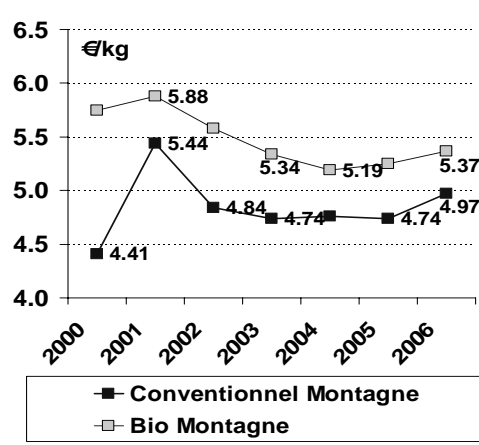


Figure 4 : Évolution du prix de carcasse en montagne (Bio & Conv)

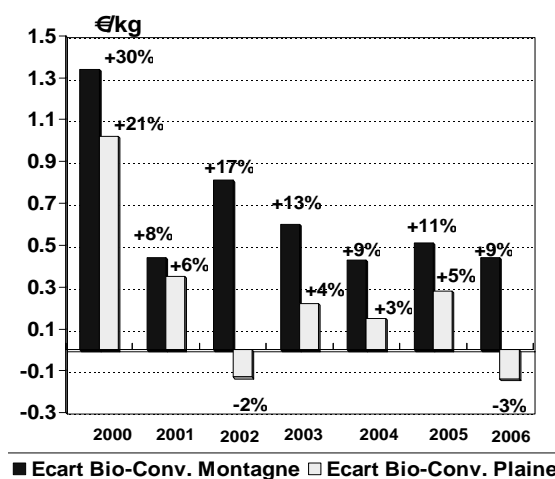


Figure 5 : Évolution de la plus value à la vente par rapport au conventionnel, montagne et plaine

2.4. Frais vétérinaires et Minéraux et vitamines

Les frais vétérinaires (médicaments et honoraires) sont inférieurs de 8 % et 16 % en AB (montagne et plaine) par rapport aux Econv. L'utilisation des CVM, Vitamines et suppléments alimentaires diverses est comparable en montagne entre Eab et Econv mais 3 fois supérieure en plaine (4.9 €/brebis contre 1.6) : certains éleveurs sont de très gros utilisateurs, à des fins (justifiées ?) de garantie de résultats techniques et de traitements phytothérapeutiques pour la maîtrise du parasitisme.

2.5. Résultats économiques de l'atelier ovin.

En montagne, la plus value sur la vente des agneaux permet de compenser en partie la moindre PN et le produit ovin par brebis est finalement inférieur de 6€ (-5 %) à celui des Econv : 117 € vs 123. Par contre, les charges ovines sont supérieures de 10 €/brebis (alimentation ; +18 %) et la marge brute par brebis est ainsi inférieure de 16 €/brebis à celle des Econv (50 € vs 64 €/br ; -24 %).

En plaine, grâce à une PN légèrement supérieure, le produit ovin atteint 123 €/brebis (+6 %), alors que les charges sont un peu mieux maîtrisées (-5 %). Globalement, la marge par brebis est ainsi supérieure de 17 % à celle des conventionnels, à 69 €/brebis contre 59.

Notons cependant que le référentiel conventionnel apparaît être de niveau relativement moyen en plaine, contrairement à la montagne où le groupe des Econv comprend quelques élevages « 3 en 2 » performants.

Les résultats en Eab présentent par ailleurs, comme en Econv, une grande variabilité (fig 6), la gamme de marges observée allant de 30 à 93 €/brebis en plaine et de 37 à 75 en montagne.

En Eab de plaine, les meilleurs résultats sont atteints dans des élevages où la productivité numérique est de 1.20 à 1.40 avec 100 à 110 kilos de concentrés par brebis ; en montagne, les meilleurs résultats des Eab se situent dans des élevages atteignant 140 à 160 de PN pour une consommation de concentrés de 100 à 110 kg par brebis (ce qui correspond à des niveaux d'autonomie fourragère UF de plus de 80 %), ou plus de 200 kilos à la condition qu'ils soient peu chers (produits sur l'exploitation et/ou achat moins coûteux du type luzerne déshydratée) et que les agneaux soient bien valorisés.

2.6. Revenu des exploitations

En montagne, avec une marge brute par brebis nettement inférieure à celle des Econv, les Eab ont un revenu comparable. En effet, le produit d'exploitation est un peu supérieur, grâce à des aides légèrement plus élevées (+1 300 €/UTH) et des recettes diverses liées en particulier à de la vente directe dont la plus value n'est pas intégrée dans la marge brute, pour les ovins (+1 900 €/UTH). Néanmoins, la principale compensation à la marge brute par brebis plus basse est le niveau relativement faible des charges de structure (370 €/Equivalent UGB contre 451 dans les Econv), en particulier pour ce qui concerne les amortissements (matériel et bâtiments) et les frais financiers.

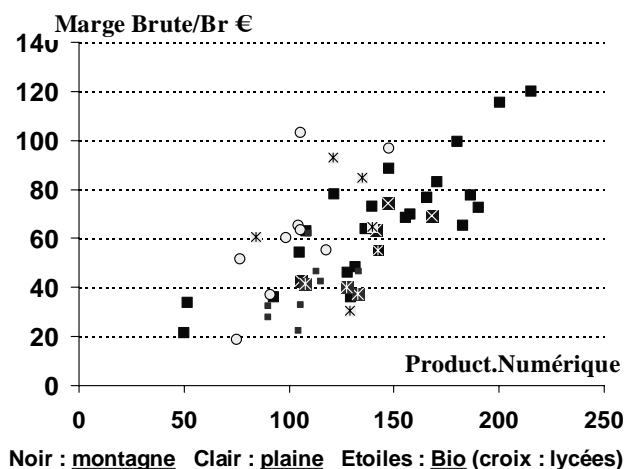


Figure 6 : Variabilité des résultats de productivité numérique et de marge par brebis.

En plaine, avec une marge brute par brebis identique aux Econv, le revenu par UTH des agriculteurs bio est nettement inférieur (9 200 €/UTH vs 13 700 €/UTH) du fait de charges de structure très élevées dans 2 exploitations qui contribuent à porter le niveau moyen des charges de structure à 539 €/Equivalent UGB contre 442 en moyenne pour les Econv. Sans ces 2 exploitations, marge par brebis, charges de structure et revenu sont comparables à la moyenne.

CONCLUSION

Cette étude porte sur un nombre restreint d'exploitations en AB, la conjoncture étant peu favorable aux conversions depuis 4 à 5 ans. Les exploitations en AB étudiées sont généralement de taille inférieure aux conventionnelles mais la productivité du travail est comparable car la main d'œuvre se limite le plus souvent à un seul travailleur, en particulier en montagne.

En montagne, la situation économique est particulièrement tendue, avec des coûts de production très élevés qui se traduisent par des autonomies alimentaires faibles. En moyenne, près de 41 % des ventes d'agneaux servent à payer l'alimentation non produite sur l'exploitation. En 2008, compte tenu de la forte augmentation du coût des aliments, ce taux pourrait atteindre 50 %, à niveau de consommation comparable. Aussi, la **marge par brebis est-elle faible en moyenne**, à 50 €/brebis contre 66 en conventionnel. Ce n'est qu'au prix d'une **forte réduction de charges de structure** et de **revenus complémentaires** (en particulier vente directe) que le **revenu par travailleur reste comparable** à celui des exploitations conventionnelles.

En plaine, la situation est différente dans la mesure où les autonomies fourragères et alimentaires sont meilleures qu'en conventionnel, avec des niveaux de productivité du troupeau et de valorisation des agneaux comparables. Ceci permet de maintenir une **marge par brebis correcte** et un **revenu comparable aux exploitations conventionnelles**, lorsque les charges de structure sont maîtrisées.

Les leviers d'actions sont plus nombreux en plaine pour assurer une moindre dépendance alimentaire du troupeau vis-à-vis de l'extérieur, avec des périodes de pâturage plus longue, l'engraissement possible des agneaux à l'herbe, la production de fourrages de qualité par la mise en place de prairies artificielles et, enfin, la production sur la ferme de tout ou partie des concentrés nécessaires au troupeau. Rappelons que **dans la nouvelle conjoncture céréalière, la maximisation de l'autonomie fourragère** (part de production réalisée à partir des ressources fourragères) **est plus que jamais déterminante**, en montagne bien entendu où le coût d'achat du concentré peut être rédhibitoire, mais en plaine également où cela peut permettre aux éleveurs les plus autonomes de vendre une partie des céréales récoltées.

En montagne, les cohérences de systèmes sont plus difficiles à définir et les itinéraires techniques adaptés relativement « pointus », surtout dans les situations où les productions de céréales ne sont pas possibles et les possibilités d'implantation de prairies limitées.

La conjoncture économique actuelle (prix des céréales) contribue à rendre la situation plus difficile. **Les filières en AB semblent actuellement en recherche d'offre ; espérons que cela se traduira par une meilleure garantie de prix pour les agneaux AB.** La reconnaissance du mode de production AB par la mise en place au niveau national d'une aide au maintien donnerait une bonne garantie de viabilité sur le moyen terme. Enfin, un soutien économique plus global et plus conséquent à l'ensemble de la filière ovine apporterait une sécurité économique indispensable, aux éleveurs en conventionnel mais plus encore à ceux en AB.

Remerciements :

Ces résultats sont obtenus en association avec les chambres d'agriculture 03, 63 et 87 que nous tenons à remercier. Un grand merci également à tous les producteurs qui participent à ces suivis.

RESULTATS TECHNICO-ECONOMIQUES EN ELEVAGE OVIN VIANDE BIOLOGIQUE (PRESENTATION ORALE)

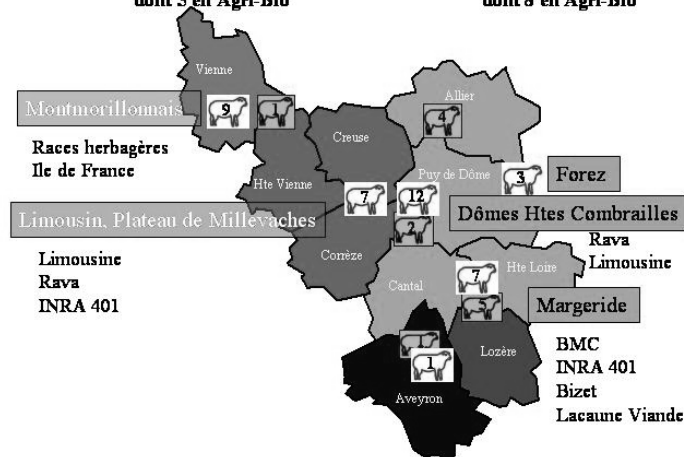
Marc Benoit et Gabriel Laignel
Unité Économie de l'Élevage INRA 63122 St Genès-Champanelle



52 exploitations ovines allaitantes étudiées en 2006

En zone de Plaine :
14 exploitations
dont 5 en Agri-Bio

En zone de Montagne :
38 exploitations
dont 8 en Agri-Bio



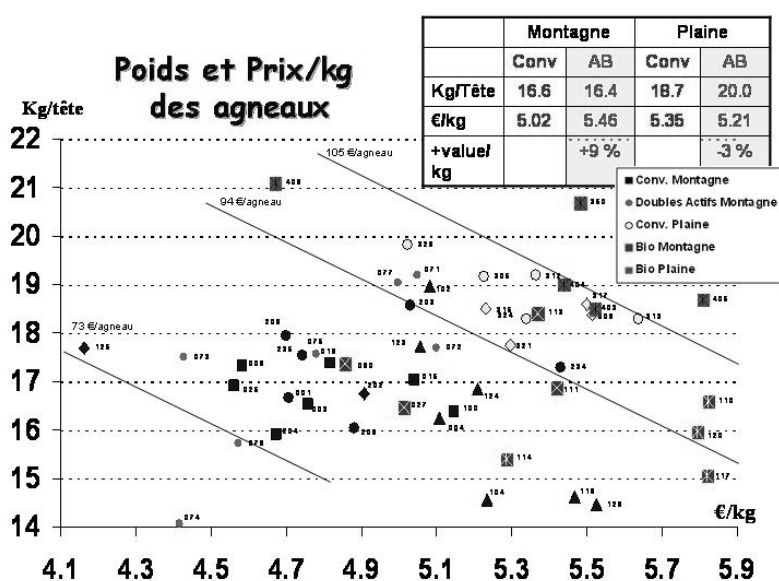
Structures

	Montagne		Plaine	
	Conv	Bio	Conv	Bio
n	21	8 (4*)	8	5
SAU	77	60*	132	88
% SFP	96	82*	71	88
Brebis	494	270*	611	492
UTH	1.62	1.03*	1.58	1.38
Brebis/UTH	305	262*	387	356
Equival. Ugb/UTH	54	54*	74	73
Chargement (Ugb/ha SFP)	1.07	0.91*	1.06	1.24

* Sans les 4 fermes expérimentales

Résultats de reproduction

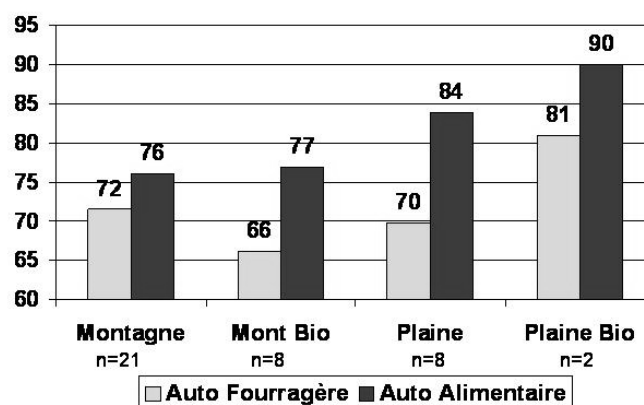
	Montagne		Plaine	
	Conv	Bio	Conv	Bio
n	21	8	8	5
Productivité Numérique (%)	143	130	105	107
Taux Mise Bas (%)	115	107	92	89
Prolificité (%)	145	148	142	
Mortalité (%)	14.1	17.6	19.5	
Indice Contre Saison	45	39	27	24



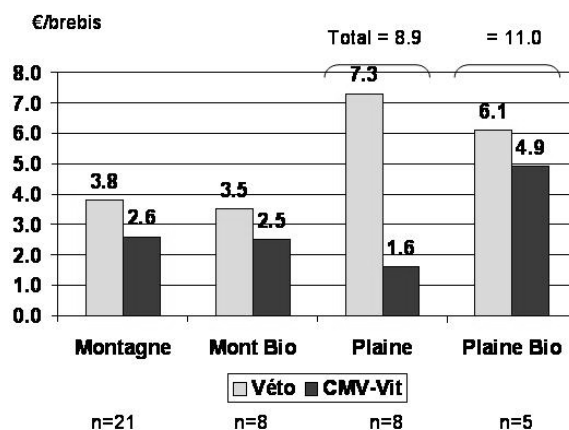
Prix et quantité des concentrés consommés

	Montagne		Plaine	
	Conv	Bio	Conv	Bio
Kg/brebis	153	167	177	122
€/kg	0.19	0.26	0.17	0.25
Ecart de prix du concentré par kg		+41 %		+47 %

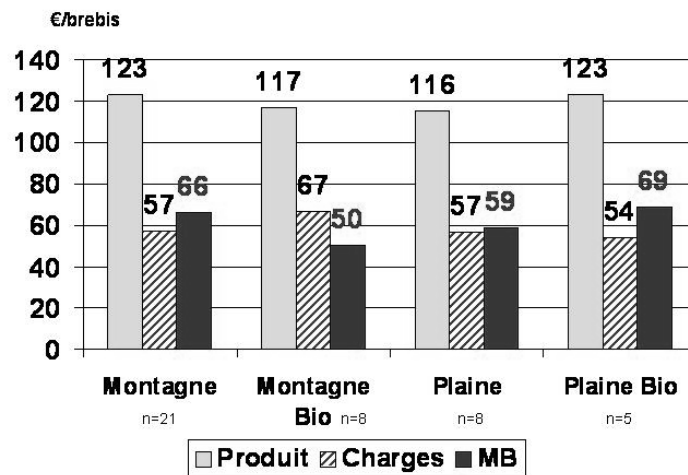
% auto. alimentaire UF et % auto. fourragère UF



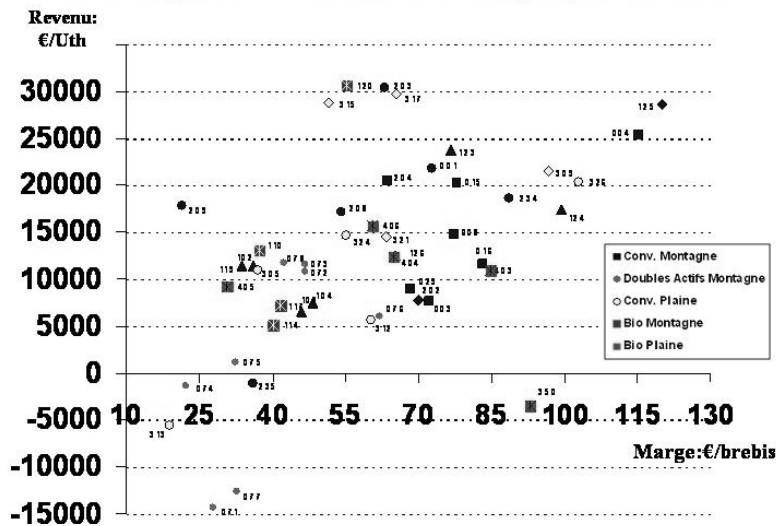
Frais vétérinaires et de supplémentation CMV-Vit



Composantes de la marge brute par brebis



Revenu par travailleur et marge par brebis



Revenu / UTH

Marge brute/br et Charges structures/UGB

	Montagne		Plaine	
	Conv	Bio	Conv	Bio
n	21	4	8	5 (3)
Marge Brute/br	66	50	59	67 (66)
Revenu/UTH	14500	15200	14300	9200 (13700)
Ch Str/Eq UGB	451	370	442	539 (444)

En conclusion

- Une **grande hétérogénéité** de structures et de résultats économiques.
- Une réussite économique qui est liée à :
 - **Des résultats techniques de bon niveau (PN, poids agx) en lien avec des charges d'alimentation minorées** : Objectif d'une autonomie alimentaire de 80 à 90% par :
 - * Autonomie fourragère maximisée >80%
 - * Implantation de céréales si possible, quitte à baisser l'effectif de brebis.
 - **Vente des agneaux au meilleur prix par** :
 - * le suivi de l'état d'engraissement (poids suffisant sans excès de gras)
 - * la recherche de débouchés assurant une plus-value maximum (vente directe ? ...)
 - **La minoration des charges de structure** : (matériel ...)

En conclusion

- **Ces objectifs sont plus faciles à atteindre en zone de plaine, où la marge est plus élevée** :
 - Hivernage limité : économies de concentrés pour les brebis.
 - Agneaux d'herbe : économies de concentrés pour les agneaux
 - Races herbagères : agneaux mieux valorisés
 - Concentré auto-produit pour partie
- **Pour 2008** :
 - Augmentation du prix des céréales (aliments concentrés) , ce qui renforce l'idée de maximiser l'autonomie fourragère.
 - Augmentation du crédit d'impôts ? ...



SYNTHESE PLURIANNUELLE DES RESULTATS DE 4 FERMES EXPERIMENTALES ET DE DEMONSTRATION EN ELEVAGE OVIN BIOLOGIQUE

Marc Benoit et Gabriel Laignel

Unité Économie de l'Élevage INRA 63122 St Genès-Champagnelle

INTRODUCTION

Dans le cadre des travaux du Pôle Scientifique AB Massif Central, **4 troupeaux ovins allaitants ont été conduits en parallèle**, dans 4 contextes différents, avec comme objectif général la mise au point de systèmes de production visant, en valorisant les potentialités locales (potentiel agronomique, race locale adaptée) à répondre aux exigences du marché dans le cadre d'une production rentable. Aussi, des **stratégies parfois très différentes** ont été retenues avec comme ligne directrice la **recherche d'une productivité animale correcte à élevée** compatible avec un **haut niveau d'autonomie alimentaire**. Celle-ci est, encore plus aujourd'hui que hier, la condition *sine qua non* d'une rentabilité correcte en élevage ovin allaitant en Agriculture Biologique

1. CARACTERISTIQUES DES QUATRE FERMES

1.1. Des contextes et des objectifs différents

1.1.1. *Exploitation du Cambon, lycée agricole de St Affrique (Aveyron).*

Cette ferme est conduite en AB depuis 2000. Elle compte 50 ha utilisés par des ovins de race Lacaune (souche Ovitest ; 130 brebis) et des bovins (engraissement de lots de 20 génisses aubrac x charolais). A une altitude de 350 mètres, avec une pluviométrie très irrégulière (moyenne 850mm/an) et surtout en fort déficit depuis 5 ans, cette ferme est composée de terres d'alluvion à bon potentiel et de terres très difficiles, sur grés rouge.

Compte tenu du déficit fourrager estival, des caractéristiques de la race (« désaisonnable ») et des caractéristiques du marché local (bonne valorisation des agneaux en hiver), les mises bas ont lieu à l'automne (novembre ; repasse des brebis vides et des agnelles en janvier-février ; Fig 1). Les céréales et le foin de luzerne produits permettent la complémentation des brebis et l'engraissement des agneaux à moindre coût. Par ailleurs, l'objectif est d'optimiser l'association des ovins et des bovins, en terme d'utilisation de fourrages et de maîtrise du parasitisme. Le chargement est de 0.89 UGB/ha.

1.1.2. *Exploitation du Charriol, lycée de Brioude Bonnefont (Haute-Loire).*

En AB depuis 1998, cette ferme, située à 500m d'altitude, dans une zone très sèche (pluviométrie 500 mm ; sous-sol granitique), compte 57 ha utilisés par 430 brebis de race Bizet. Une part significative de la SAU est labourable, pour l'implantation de prairies temporaires et de céréales, ce qui permet de faire plus facilement face aux contraintes pédoclimatiques.

Avec une MAE de maintien d'une race à faible effectif, la taille du troupeau a toujours été importante au regard de la surface disponible (chargement de 1.44 UGB/ha) mais cela est cependant compatible avec la présence d'un berger à plein temps sur le troupeau. Les mises bas sont majoritairement situées à l'automne (elles débutent fin août), les résultats de mise bas étant mieux maîtrisés (moindre mortalité des agneaux) et le débouché des agneaux étant plus rémunérateur, une partie des concentrés (lactation des mères) étant produite sur la ferme.

1.1.3. Exploitation de Prades, lycée de Rochefort Montagne (Puy de Dôme).

La conversion à l'AB s'est terminée fin 2001. En zone volcanique (altitude 800 m, pluviométrie 1000 mm), cette ferme est composée de 40 ha prairies permanentes utilisées par 270 brebis de race Rava (chargement de 0.96 UGB/ha). Afin d'optimiser la productivité numérique et la valorisation des ressources fourragères, les mises bas sont réparties en 2 périodes (mars/avril et septembre/novembre). La rusticité et les qualités maternelles de la race Rava permettent d'assurer, dans ce contexte, des performances zootechniques de bon niveau, avec un investissement en travail très limité.

1.1.4. Ferme Redon dépendant du centre INRA Clermont-Ferrand Theix (Puy de Dôme).

La certification à l'AB a été acquise début 2002. Près de 50 ha du domaine (850 m d'altitude, 750 mm de pluie ; sol superficiel granitique) sont utilisés par 200 brebis de race limousine qui ont été réparties en 2 lots (« systèmes ») d'objectifs bien distincts. Le premier, « système Herbager » (SH) sera étudié ici. Au-delà du respect strict du cahier des charges, il cherche à respecter les principes de l'AB (lien au sol maximum, sollicitation limitée des brebis avec une reproduction non accélérée). Cela se traduit en particulier par l'engraissement des agneaux de printemps au pâturage et une limitation de la part du concentré à 40 ou 50 % de la ration pour les agneaux d'automne. Ce très fort recours aux fourrages et les caractéristiques agronomiques du milieu imposent un chargement faible, à 0.7 UGB/ha. Des travaux ont été réalisés visant à limiter au maximum l'utilisation des traitements allopathiques chimiques pour le déparasitage des agneaux, ainsi, 70 % des agneaux produits (y compris les agneaux d'herbe) n'ont subi aucun traitement allopathique chimique.

Afin de maximiser l'autonomie fourragère (peu de surfaces mécanisables, peu de culture de céréales possible), les mises bas sont réparties pour 50 % en mars et pour 50 % en novembre (logique comparable à celle de Prades).

Le second système (« système accéléré » ou SA) a été mis en place pour évaluer le potentiel et les limites du système « 3 agnelages en 2 ans » en AB. Il a été interrompu en 2003 et quelques éléments en seront présentés ici.

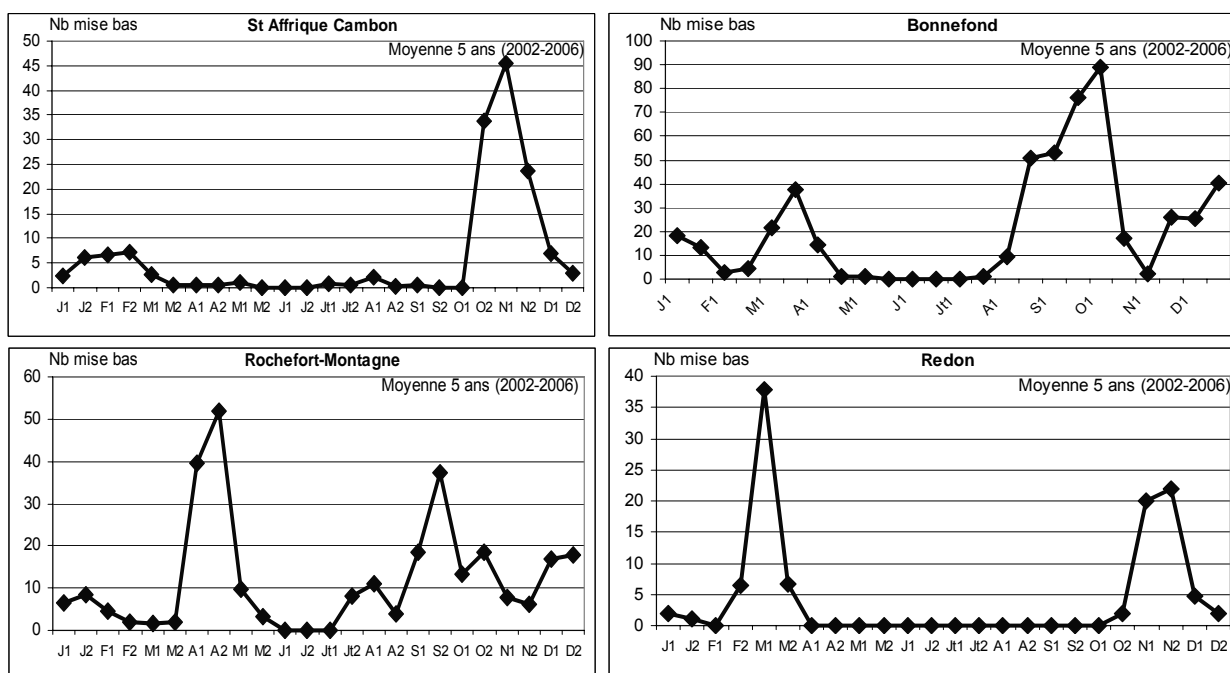


Figure 1 : Calendrier de mise bas par quinzaine des 4 troupeaux

1.2. Des systèmes de reproduction liés à des assolements très spécifiques (Fig 2)

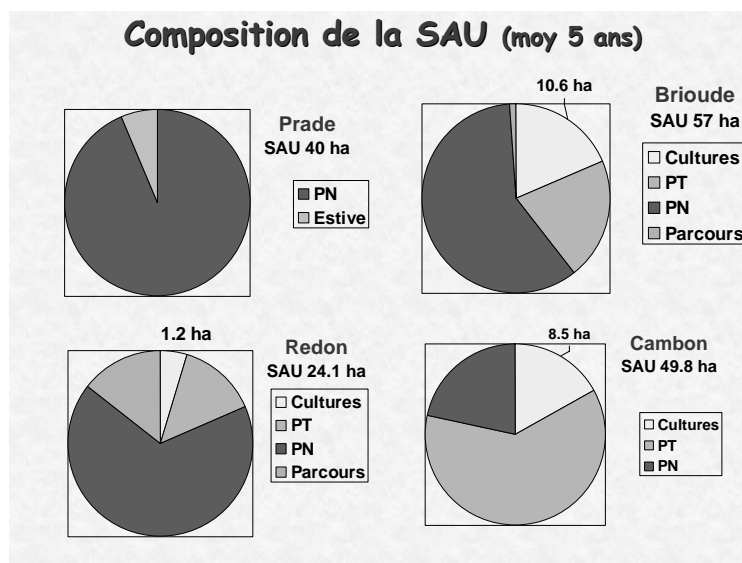


Figure 2 : Composition de la SAU

La forte proportion des prairies permanentes à Prades et à Redon et l'absence ou la très faible possibilité de récolte de céréales impose de maximiser l'utilisation des fourrages, par la pâture ou via les stocks. La répartition des mises bas sur 2 périodes permet cela, en disposant en permanence d'animaux à faibles besoins ou à forts besoins. Ils peuvent ainsi valoriser les différents types de fourrages disponibles et limiter l'utilisation de concentrés qui deviendrait très importante dans la situation où la majorité des femelles du troupeau serait cyclée sur une même période de mise bas, les ressources fourragères de qualité pouvant alors être limitantes.

2. RESULTATS

2.1. Reproduction (cf tableau 1)

Globalement, les taux de mise bas sont comparables dans les 4 situations, avec près de une mise bas par brebis et par an. Sans accélération, sauf très ponctuellement, c'est la preuve d'une **bonne maîtrise de la fertilité des femelles**, en particulier en contre saison, les races utilisées exprimant bien leur potentiel à ce niveau.

Les écarts de productivité se font sur la prolificité et la mortalité des agneaux.

Le Cambon voit son excellente prolificité (195 %) contre-balançée par une mortalité élevée des agneaux (25 %). Redon associe prolificité élevée (170%) et mortalité maîtrisée (12 %), comme à Prades où la prolificité reste de très bon niveau (154%). Seul le Charriol associe une prolificité moyenne (142 %) avec une mortalité qui demeure forte (20 %). Aussi, sa productivité numérique est plus faible qu'à Prades : 115 vs 133. Les productivités numériques sont finalement les plus élevées au Cambon et à Redon (151) grâce à la prolificité.

Notons que les **mortalités des brebis restent faibles** (inférieures aux observations en réseaux d'élevage conventionnels) à 4.7%.

2.2. Commercialisation des agneaux

Le poids moyen des agneaux est assez variable, de 15.7 kg/tête à Redon (majorité d'agneaux Limousin pur) à 17.7 kg au Cambon (une partie en croisement viande). Il est proche, en moyenne, des observations faites en conventionnel (16.7 kg/tête).

Les 2 fermes ayant privilégié les mises bas en contre saison affichent des valorisations au kilo supérieures (5.5 €/kg contre 4.9 €/kg à 5.0 €/kg). Globalement le prix moyen décroche à Redon, avec 72 €/tête contre 84 €/tête à 93 €/tête dans les autres sites. Notons que 10 % des agneaux produits à Redon, essentiellement ceux nés triples, ne sont pas engraisés sur la ferme et vendus à 13 €/tête. Cela entraîne une baisse du prix moyen de 6.5 €/tête.

	Cambon	Charriol	Prades	Redon SH	Redon SA 01-03
Résultats de reproduction					
Prolificité	195	142	154	170	154
Mortalité Agneaux	25	20	12	12	19
Taux de Mise bas %	103	101	98	100	129
Productivité Numérique	151	115	133	151	161
Mortalité brebis %	4.9	4.2	5.8	3.9	4.8
Vente Agneaux					
Kg/Tête	17.7	16.5	17.0	15.7	
% vente en AB	89	85	87	65	
€/kg	5.51	5.48	5.00	4.91	
€/tête	93	89	84	72	
Consomm. de concentrés					
Kg/brebis	238	167	109	111	156
dont acheté kg	78	98	109	84	113
dont produit kg	160	69	0	27	43
Soit % des besoins	67	41	0	24	27
€/kg moyen	0.223	0.288	0.341	0.341	0.316
Autonomies (UF)					
Fourragère %	62	66	79	79	
Alimentaire %	89	81	79	83	
Autonomie / cultures %	27	15	0	4	
€ conc/Kg carcasse	2.3	3.2	2.1	1.9	
Résultats économiques					
Produit €/br 12 ms ⁴	142	119	109	120	
Charges €/br 12ms	80	73	49	60	
Marge Brute €/br	62	46	60	60	
Marge Brute/ha	439	540	434	294	

Tableau 1 : Résultats comparatifs des 4 fermes (moyenne 5 ans 2002-2006, sauf Redon SA)

2.3. Consommation de concentré

Elle est la plus élevée lorsque la production de céréales est significative : au Cambon et au Charriol, elle atteint 238 et 167 kg/brebis. A Prades et à Redon, elle approche 110 kg mais son coût est nettement plus élevé (0.34 €/kg contre 0.26) car le concentré est, pour l'essentiel, acheté. Comment évaluer la cohérence de ces stratégies différentes (systèmes essentiellement basés sur le système herbager ou au contraire basés sur les céréales produites en plus des fourrages) et leur impact économique ? Le coût d'utilisation du concentré doit être interprété en fonction de son prix unitaire et du volume utilisé, fonction du niveau de production par brebis.

Le coût d'utilisation du concentré varie de 1.9 à 2.3 €/kg de carcasse dans 3 fermes (Redon, Prades, St Affrique). Il est par contre supérieur de près de 60 % au Charriol (3.2 €/kg carcasse) où l'on peut éventuellement considérer qu'il vient en compensation du manque de fourrage pour l'alimentation des brebis, avec un chargement très élevé. L'analyse de la marge par brebis et de la marge par ha utilisé par les animaux permettra une évaluation de cette stratégie.

Les critères d'autonomie permettent de relativiser l'utilisation des concentrés par rapport aux besoins du troupeau. **Avec peu d'autre alternative que les fourrages pour l'alimentation des troupeaux, Redon et Prades atteignent des niveaux d'autonomie fourragère de près de 80 %** (80 % des besoins en UF du troupeau sont satisfaits par les fourrages de l'exploitation), **contre 62 et 66 % au Cambon et au Charriol. La production de céréales permet néanmoins à ces 2 fermes d'atteindre des niveaux d'autonomie alimentaire** (part des besoins du troupeau satisfait par l'ensemble des productions végétales de la ferme, céréales comprises) **de 89 et 81 %, supérieurs aux 2 autres fermes.**

⁴ Seulement 50 % de la PBC est prise en compte pour toutes les années afin d'harmoniser sur la base de 2006 où la PBC a été découpée à 50 %

2.4. Résultats économiques

Le produit par brebis est le plus élevé au Cambon (142 €) qui associe productivité numérique élevée et excellente valorisation des agneaux. Avec 2 constructions différentes (productivité numérique / valorisation des agneaux), Redon et Prades aboutissent au même produit : 120 €/brebis. Le plus bas niveau de productivité numérique du Charriol pénalise le produit qui atteint 109 €/brebis.

Les fermes avec peu ou pas de céréales auto-produites affichent un total de charges opérationnelles plus faibles (50 à 60 €/brebis contre 70 à 80 €/brebis) grâce à des consommations de concentrés plus faibles.

Globalement, **3 stratégies aboutissent au même niveau de marge par brebis (60 €), seul le Charriol affichant une marge inférieure de 23 % à ce niveau (à 46 €), par des charges d'alimentation élevées compte tenu du niveau de production.**

Néanmoins, la marge par ha utilisé par les ovins (fourrages + cultures) est la plus élevée du groupe au Charriol, à 540 €, grâce d'une part au chargement très élevé, d'autre part à la prise en compte dans ce critère de la marge des ha de cultures, très élevée du fait du niveau de valorisation des céréales. Ce phénomène est également présent au Cambon où la marge par ha utilisé par les ovins est néanmoins plus faible du fait d'une part les conditions climatiques chroniquement très difficiles durant 5 ans, et d'autre part du fait d'un chargement plus faible avec la présence de prairies très peu productives dans ces conditions climatiques, sur les coteaux gréseux.

La présence de cultures contribue donc aux bons niveaux de marge par ha utilisé, expliquant les résultats plus faibles sur ce critère à Redon et à Prades. A Redon, de plus, le chargement est très bas, avec des sols superficiels et une proportion significative de surfaces peu productives (15 % de parcours). Les fermes productrices de céréales peuvent par ailleurs baisser très sensiblement les coûts d'achat de paille.

Malgré la marge par ha élevée du Charriol, la question est posée, pour cette ferme, de l'intérêt du chargement élevé. Une étude par simulation a montré, dans la conjoncture 2006, qu'une modification du système d'élevage visant à améliorer l'utilisation des ressources fourragère, dans le cadre d'une baisse de chargement de 17 % et avec une forte économie de concentrés (objectif proche de celui de Redon et de Prades à 110 kg/brebis), permettait une amélioration de la marge brute globale de la ferme. Dans la conjoncture 2007, l'amélioration serait substantielle.

3. DISCUSSION-CONCLUSION

3.1. Des variabilités de contexte mais une convergence d'autonomie alimentaire

Les différences de contextes pédo-climatiques et de stratégies rendent difficiles les comparaisons de résultats entre fermes.

En particulier, elles ont été soumises de façons différenciées aux variabilités des conditions climatiques des 5 dernières années. A titre d'illustration, les figures 3 et 4 montrent les fluctuations d'autonomies fourragère et alimentaire au cours des 5 dernières années dans les 4 fermes

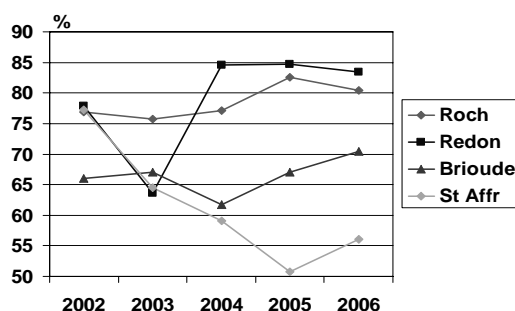


Figure 3 : Évolution de l'autonomie fourragère

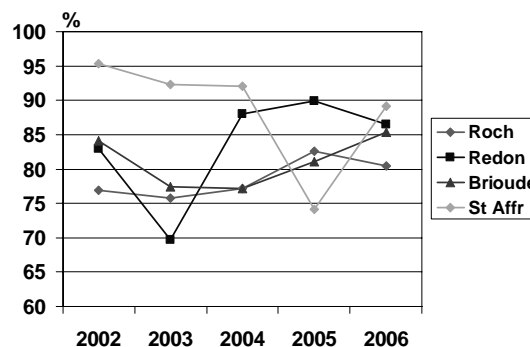


Figure 4 : Évolution de l'autonomie alimentaire

La figure 4 illustre par ailleurs la convergence des autonomies alimentaires en 2006 (entre 80 et 90 %), par des stratégies différentes. L'année 2003 a été particulièrement difficile, en particulier dans le Nord du Massif Central.

3.2. Conséquences économiques du lien au sol.

On constate qu'un faible lien au sol et donc une faible autonomie alimentaire a des incidences économiques négatives directes, en particulier sur la marge par brebis, compte tenu du coût d'achat très élevé des aliments, dans une conjoncture encore plus tendue depuis 2007. Cette dépendance vis-à-vis de l'extérieur entraîne par ailleurs une forte sensibilité économique aux aléas du marché. Un calcul simple montre, sur la base des résultats présentés (conjoncture 2002-2006) qu'une augmentation du prix des concentrés achetés de 40% se traduit par des variations de marge par brebis de -12 % à -29 % selon le système, en corrélation assez étroite avec le niveau d'autonomie alimentaire (Figure 5).

Notons qu'inversement un lien au sol fort a une incidence économique positive directe.

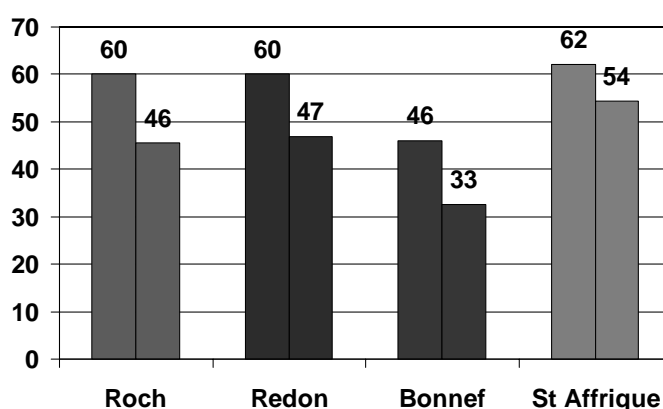


Figure 5 : Marge / brebis : évolution dans le cas d'une hausse du coût des concentrés de 40%

3.3. Mettre en adéquation conditions du milieu, niveau et coûts de production

La recherche de l'optimum technique correspond à celle du compromis entre niveau de production et niveau d'intrants associé.

D'un point de vue de la **gestion des surfaces**, cela revient à **déterminer le niveau de chargement permettant d'assurer une production par hectare compatible avec un niveau d'intrants acceptable** (ne pas compenser par des coûts d'alimentation extérieur trop élevés)

Du point de vue de l'animal, la logique est comparable. Le système Redon « SA » (tableau 1), dans lequel on recherche à maximiser la production de viande par brebis en est un exemple. Non seulement cette conduite a engendré un niveau d'intrants élevé (coût de l'alimentation en particulier) mais le niveau de sollicitation des brebis a aussi conduit à fragiliser le système : variabilité importante de la fertilité à contre saison, sensibilité des animaux à divers problèmes pathologiques, impacts exacerbés des conditions climatiques exceptionnelles et de la qualité des fourrages disponibles, etc.

Cette comparaison sur la base de systèmes d'élevage contrastés a permis d'illustrer la variabilité des stratégies des systèmes d'élevages. Leur réussite tient avant tout à l'adéquation entre les objectifs définis qu'il a fallu resituer dans le contexte local (milieu pédoclimatique, ressources humaines) en valorisant les potentialités des géotypes utilisés. A ce titre, il faut reconnaître qu'une contrepartie à la capacité d'adaptation de ces races (rusticité et désaisonnement) réside dans la moins bonne conformation de leurs produits qui nécessite soit la recherche de créneaux de commercialisation particuliers, soit l'introduction de béliers viande dans les troupeaux, ce qui complique sa gestion afin de conserver une base en race pure.

Plus encore que hier, la recherche du lien au sol est primordial d'un point de vue économique, avec la recherche d'une autonomie alimentaire d'au moins 80 % pour les élevages herbagers et d'au moins 90 % pour ceux pouvant produire des céréales. Cette recherche d'autonomie pose 3 questions centrales : 1/ quel est le chargement optimum, prenant également en compte les occurrences possibles d'années climatiques très sèches ? 2/ dans la mesure où la culture de céréales et de protéagineux est possible, quel est leur meilleur voie de valorisation, en particulier pour l'engraissement des agneaux ? Une 3^{ème} question concerne plus particulièrement les exploitations disposant d'une part significative de prairies permanentes, et plus particulièrement celles qui ne sont pas mécanisables: **quelle conduite adopter pour pérenniser leurs légumineuses ou favoriser leur réimplantation après des années climatiques difficiles.** En effet, elles sont un des fondamentaux de l'autonomie fourragère de ces exploitations et l'impossibilité de les améliorer voire de les transformer en prairies temporaires nécessite d'envisager d'autres solutions pour maintenir voire améliorer leur potentiel de production.

Compte tenu de l'évolution de la conjoncture, les questions posées hier aux éleveurs en AB en terme de maximisation de l'autonomie alimentaire se posent exactement dans les mêmes termes aux éleveurs conventionnels aujourd'hui. Les réflexions et les démarches réalisées depuis plusieurs années par ces exploitations en AB devraient ainsi permettre aux éleveurs conventionnels de s'inspirer des stratégies décrites visant à améliorer l'autonomie alimentaire dans cette conjoncture économique difficile. Comme annoncé, l'AB fait donc bien figure de prototype.

Remerciements :

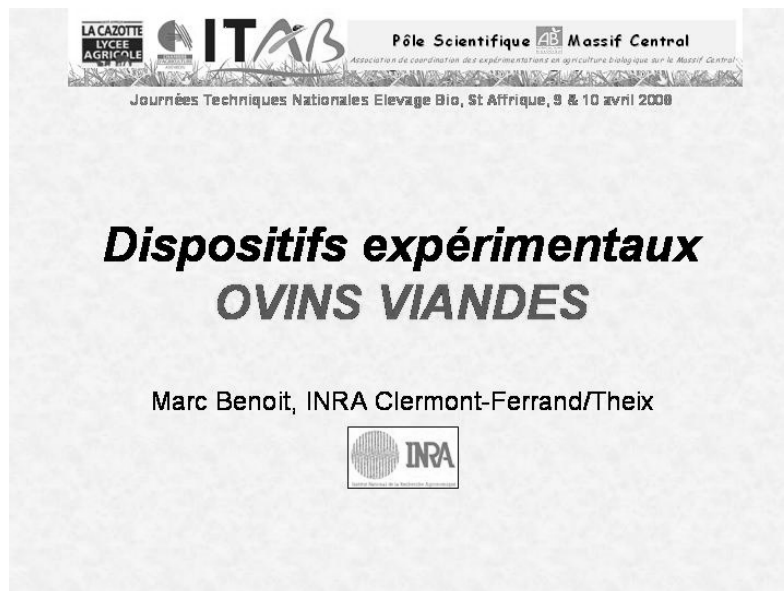
Nous tenons à remercier les différentes personnes qui nous ont transmis leurs données et ainsi permis de faire cette synthèse :

- ✓ **Jean Paul GUITARD**, responsable d'exploitation du Lycée Agricole de St Affrique
- ✓ **Jean Pierre CHAPUT**, responsable d'exploitation du Lycée Agricole de Brioude
- ✓ **Jean Claude GIRAUDET**, responsable d'exploitation du Lycée Agricole de Rochefort Montagne
- ✓ **Yohann THOMAS**, responsable de la conduite du troupeau à l'INRA Clermont-Ferrand / Theix

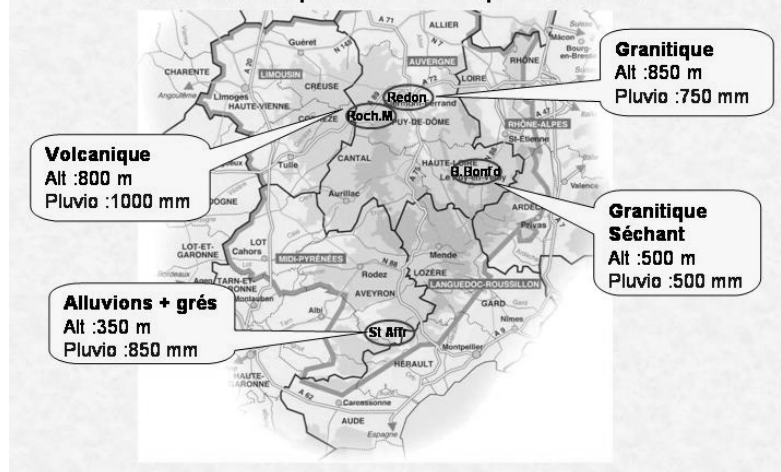


SYNTHESE PLURIANNUELLE DES RESULTATS DE 4 FERMES EXPERIMENTALES ET DE DEMONSTRATION EN ELEVAGE OVIN BIOLOGIQUE (PRESENTATION ORALE)

Marc Benoit et Gabriel Laignel
Unité Économie de l'Élevage INRA 63122 St Genès-Champanelle



Une large couverture géographiques et des conditions pédoclimatiques variées



Caractéristiques globales

	Brioude CHARIOL	St Affriq CAMBON	Roch-M PRADES	INRA-Theix REDON	
				SH	SA
SAU	57	50	40	24	24
Particul.	Très séchant	Zone inondable	3 ha equiv. SAU estive	10% de parcours	
Nb brebis	430	130 + 2 x 20 gén.	270	100	100
Races	Bizet	Lacaune V	Rava	Limousine	

Objectifs des dispositifs (1)

Pour l'ensemble des dispositifs

- Maximiser les **autonomies** fourragère et alimentaire
- Répondre aux exigences de la filière (périodes commerciales, qualité agneaux)
- Objectif de **rentabilité économique**

Et, pour les 3 lycées :

- Rôle démonstratif et pédagogique
- Adaptation aux contraintes (main d'œuvre, bâtiments...)

Le Chariol (Brioude)

- Conduire des ovins en AB dans un **contexte très séchant** avec un potentiel fourrager limité mais des **terres en partie labourables**
- «Valoriser» le berger : **taille troupeau importante** (race à faible effectif)
- Répondre aux contraintes pédoclimatique et d'effectif élevé avec des **céréales autoconsommées**

Le Cambon (St Affrique)

- Conduire des ovins en AB avec **race locale prolifique** et « désaisonné »
- Optimiser l'**association ovins et bovins** (fourrages, pâturage, maîtrise sanitaire)
- Répondre aux contraintes pédoclimatiques et de **race prolifique** avec des **céréales autoconsommées**

Objectifs des dispositifs (2)

Prades (Rochefort-Montagne)

- Réussir au mieux la conduite des ovins en AB dans un contexte herbager en optimisant les ressources (herbe) et la rusticité de la race Rava.
- Mettre en place une conduite peu exigeante en main d'œuvre.

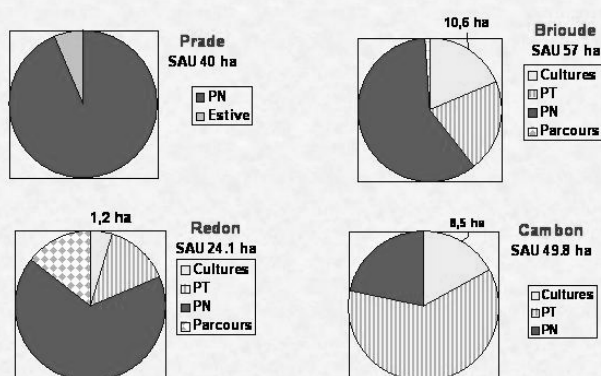
Redon SH (1999-2008)

- Respecter le cahier des charges AB et au-delà, les principes de l'AB
- Répondre aux questionnements des éleveurs (conduite sanitaire, engraissement des agneaux...)
- Produire des agneaux d'herbe en maîtrisant le parasitisme
- Depuis 2003 : renforcer encore l'autonomie alimentaire
- Pour 2008 et années suivantes : évaluer la résistance aux aléas

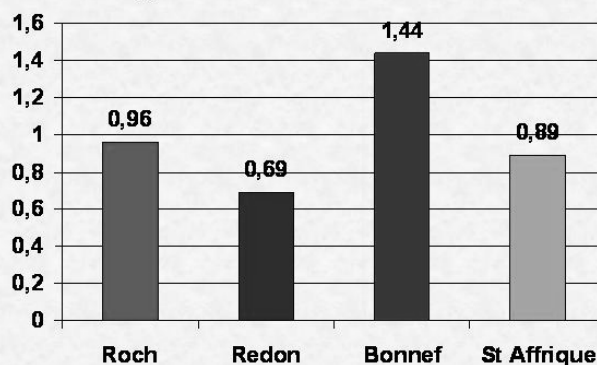
Redon SA (1998-2003)

- Répondre aux éleveurs et à la filière sur faisabilité système 3 en 2 en AB
- Comme pour le SH, tester des conduites sanitaires et d'engraissement des agneaux ; produire des agneaux à l'herbe

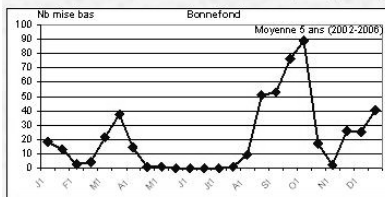
Une différence fondamentale : Composition de la SAU (moy 5 ans)



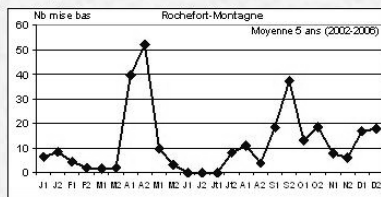
Des milieux, des potentiels, des objectifs variés Chargement UGB/ha SFP réel



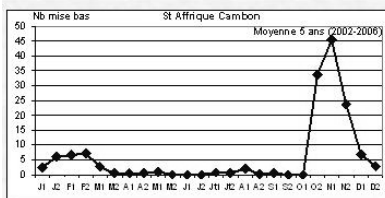
Calendriers de mise bas : des contextes, objectifs et potentialités divers



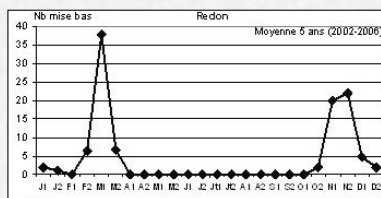
Bonnefond : Meilleure réussite à l'automne, séch. été , adaptation Bizet ; marché



Roch. Montagne : Valorisation ressources fourragères, Adaptation Rava, Assurer PN



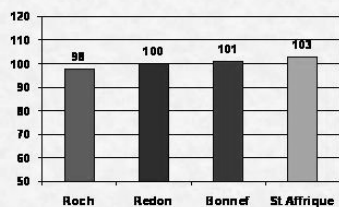
St Affrique : Déficit fourrages été, Faculté repro Lacaune ; marché



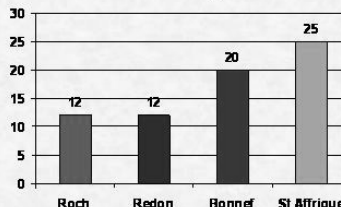
Redon : Optimis. perf repro., gestion renouvellet, valorisation fourrages variés

Résultats de reproduction

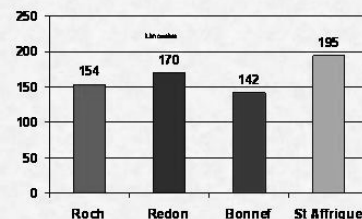
Taux de mise bas



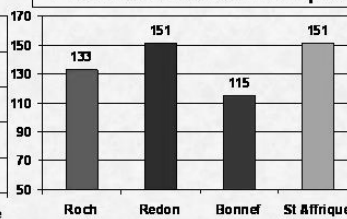
Mortalité Agneaux



Prolificité

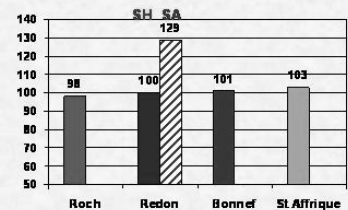


Productivité Numérique

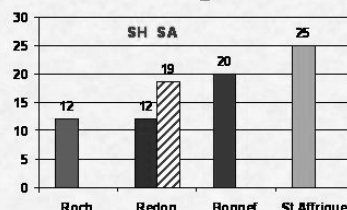


Avec Système « Accéléré » de REDON

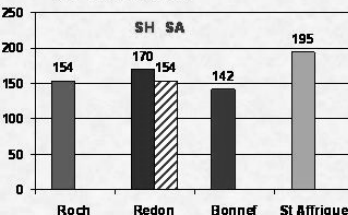
Taux de mise bas



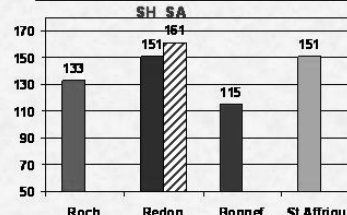
Mortalité Agneaux



Prolificité

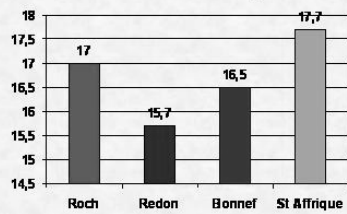


Productivité Numérique

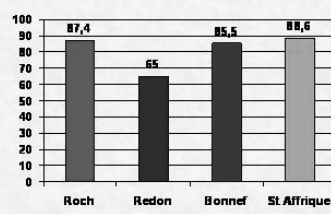


Valorisation des agneaux

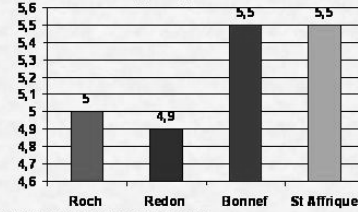
Poids des agneaux



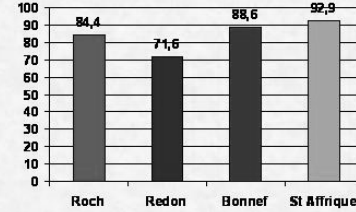
% ventes en AB



€/kg agneaux *



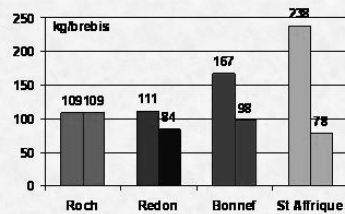
€/Tête tous agneaux



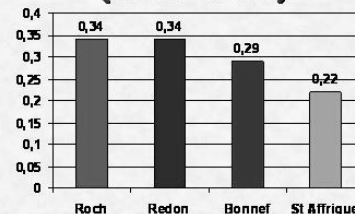
* Sans plus value vente directe

Utilisation des concentrés

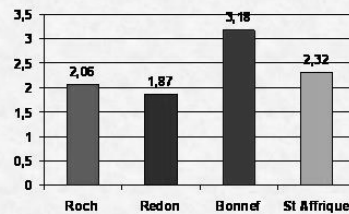
Kg concentrés /brebis : total dont achat



Prix concentré €/kg (achat+autoc)

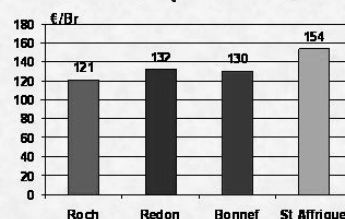


€ conc/Kg carcasse

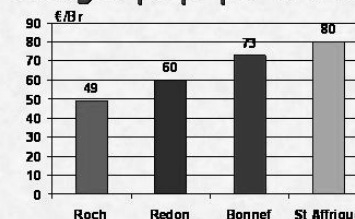


Composition de la marge brute par brebis

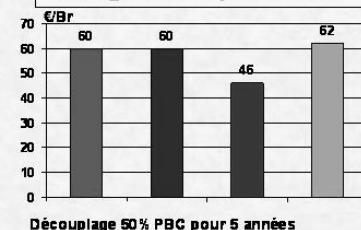
Produit par brebis



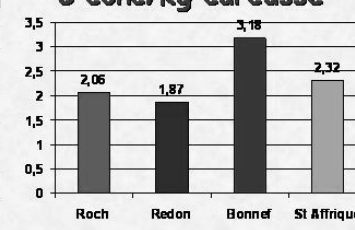
Charges prop. par brebis



Marge brute par brebis

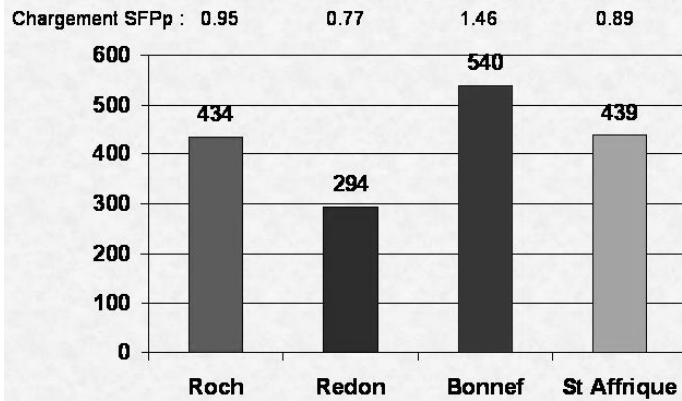


€ conc/Kg carcasse



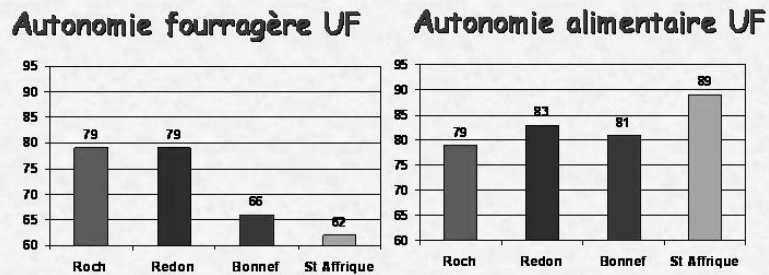
Découpage 50% PBC pour 5 années

MB/Hap consacrés aux ovins (Herbe+cult)

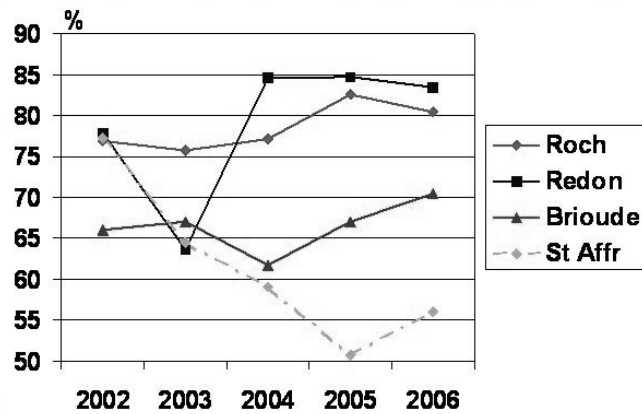


Avec aides 1^{er} pilier associées aux ateliers (découpl. partiel 2006)
Achats pailles déduits ; Hors CTE/Prime Herbe

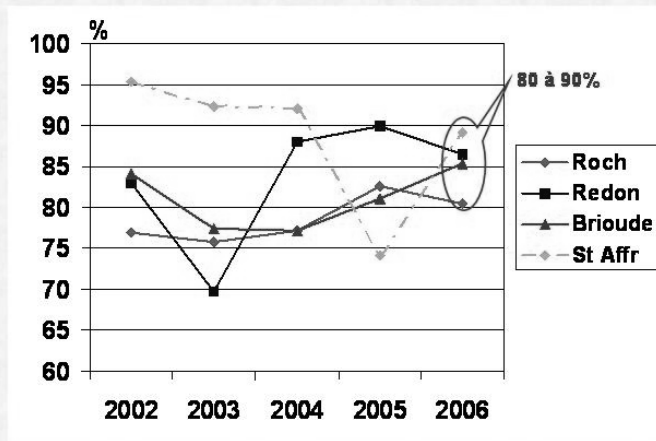
Niveaux d'autonomie



Évolution de l'autonomie fourragère



Évolution de l'autonomie alimentaire



Analyse comparative résultats de Marge/ha

- Elevée à Brioude :
 - Part de surfaces labourables significative
 - Importance des céréales produites (marge par ha élevées) ; chargement élevé
 - Amélioration possible du résultat avec baisse de chargement et surface en céréales = ou > ?
- Handicap sécheresse à St Affrique
- Rochefort : potentiel fourrager mais main-d'œuvre réduite
- Redon : handicaps naturels importants (altitude, sol)
- Globalement : attention aux charges de structure importantes dans le cas de chargements élevés.

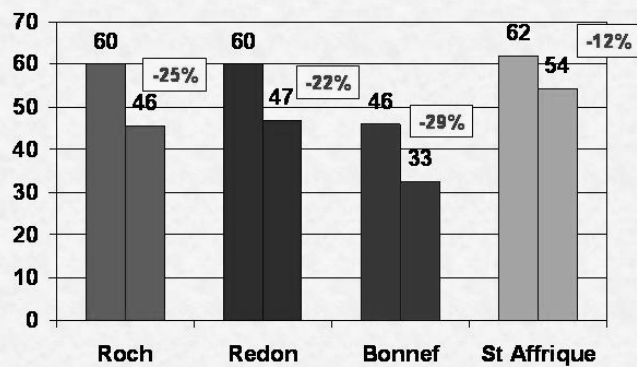
Conclusion

- Des **cohérences** en relation aux contextes locaux (sol, climat, race, main d'œuvre...)
- De fortes **variabilités** de 2002 à 2006
- **Deux éléments déterminants** :
 - Viser des Prod Num relativement élevées
 - Être suffisamment autonome au niveau de l'alimentation du troupeau

Conclusion (suite)

- Un « degré de liberté » variable en fonction du type de surface utilisé
 - Si l'on peut labourer un **minimum de surfaces**
 - --> Prairies temporaires (gestion légumineuses...)
 - On peut **labourer une part significative SAU**
 - --> Prairies temporaires = essentiel de la SFP
 - --> On peut faire des céréales
 - » Intérêt économique majeur
 - » Moindre sensibilité aux aléas du marché
 - » Économie de paille achetée
- Si pas de céréales produites → impératif de viser une autonomie fourragère maximale → définir le chargement optimum avec une part significative de mise bas au printemps

Marge brute par brebis : évolution dans le cas de concentrés achetés +40%



RESULTATS TECHNICO-ECONOMIQUES EN ELEVAGE OVIN LAIT BIO DANS LE BASSIN DE ROQUEFORT

Olivier PATOUT (1), Thierry TAURIGNAN (2)

(1) AVEM (Association Vétérinaires Eleveurs du Millavois)
Maison de l'Agriculture Cap du Cres 12100 MILLAU

(2) CETA HL (Herbe au Lait), Z.A. du Bourguet 12400 VABRES L'ABBAYE

RESUME

Le lait de brebis bio est un marché en plein essor. Depuis 2000, la demande est en constante augmentation et l'offre de lait par les producteurs bio n'est pas toujours suffisante. Les résultats technico-économiques des troupeaux de l'AVEM participant à l'enquête du CETA HL montrent au niveau des charges que le poste alimentation est la principale composante de la marge brute. Sans sécheresse mais avec évolution du prix des matières premières, ce poste restera le poste prépondérant. Au niveau du produit, la recette lait est le facteur prépondérant, avec notamment le prix du lait, mieux payé du fait de la plus-value bio.

Le raisonnement hors prime montre néanmoins la fragilité de certaines exploitations qui doivent dans un souci d'autonomie maîtriser les charges alimentaires et les investissements. Le revenu s'obtient plus par l'économie de charges que par la progression du produit des ventes.

Les perspectives pour le lait bio sont favorables à l'installation de nouvelles structures.

INTRODUCTION

Le lait de brebis bio est un marché en plein essor. Depuis 2000, la demande est en constante augmentation et l'offre de lait par les producteurs bio n'est pas toujours suffisante. Le référentiel technico-économique mis en place par l'AVEM et le CETA HL permet d'avoir des données techniques et économiques facilement consultables par de nouveaux éleveurs voulant s'installer en brebis lait bio ou des conventionnels voulant se convertir à ce mode de production. La comparaison avec des élevages conventionnels participant au même suivi permet de mieux situer la production bio et de mesurer ses performances. L'objet de cet article est de synthétiser les résultats des éleveurs bio sur 4 ans (2003-2006) et de faire ressortir les points forts et les faiblesses de la production laitière ovine dans la zone de Roquefort.

1. PRESENTATION DE LA METHODE

1.1. Les acteurs

AVEM : Association Vétérinaire Eleveurs du Millavois : association créée en 1979 , regroupe aujourd'hui 117 élevages du Sud Aveyron et départements limitrophes dont 1/3 en agriculture biologique . Le but est de prévenir les maladies dans les troupeaux par une approche globale de la santé animale (type écopathologie) et de former les éleveurs sur des thématiques sanitaires, techniques, économiques et environnementales. La mutualisation du risque sanitaire, la gestion participative et l'aspect solidaire sont les points forts de l'association.

CETA : Centre d'Etudes et de Techniques Agricoles Herbe au Lait, a mis au point avec l'ESAP une enquête technico-économique qui fonctionne depuis plus de 15 ans. Elle concerne des élevages bio et conventionnels qui sont intéressés par une démarche de groupe avec comparaison des élevages. C'est une approche globale socio-technico-économique. Enfin, la démarche est évolutive en fonction des événements et de la demande des éleveurs.

1.2. La méthode

Le recueil des données se fait en fin de campagne juillet-août et la remise des résultats collective à partir de novembre. La valorisation est collective et individuelle : les résultats sont rapidement restitués et utiles à différents niveaux : pour les groupes, les structures partenaires et les élevages eux-mêmes. Le travail est réalisé par un ingénieur qui collecte, analyse, restitue et commente les données.

2. RESULTATS

35 exploitations de brebis laitières sont suivies par l'AVEM et 9 participent à une enquête technico-économique. Le nombre d'élevages enquêtés est de 9 en agriculture biologique et 17 conventionnels en 2006. Les comparaisons ne sont pas à effectifs constants dans les 2 groupes (entrée et sortie d'élevages enquêtés).

2.1. 2.1 Résultats zootechniques et agronomiques

Les effectifs bio ont une taille moins importante de 10 % en raison de la présence de structures plus petites mais pas assez pour avoir le même chargement qu'en conventionnel (+0.5 brebis / Ha). Une particularité du groupe bio étudié réside dans leur situation géographique sur le Lévezou (Zone de collecte de la laiterie-fromagerie de Papillon premier noyau de producteurs ovin lait bio dans le rayon de Roquefort). Cette zone est caractérisée par des exploitations plus petites avec des chargements plus élevés. Cette particularité tend à s'atténuer avec le temps du fait de la conversion de structures hors de la zone de Papillon et la possibilité pour les élevages d'avoir d'autres circuits de commercialisation du lait.

AVEM	Bio n=8	Bio n=8	Bio n=9	Bio=9	Conv. n=19	Conv. n=19	Conv. n=13
	2003	2004	2005	2006	2003	2004	2005
Assolement							
SFP	54	54	57	62	81	82	82
Céréales + gel	32	32	34	20	24	24	24
SAU	86	86	91	82	105	106	106
SFP/SAU	73	73	71	76	76	76	76
Effectif							
Brebis Mise en lutte	411	422	419	407	463	466	462
Brebis ayant mis bas	377	385	370	376	431	427	431
Brebis traite	354	361	348	349	401	397	402
Prairies							
Chargement en Ha/ brebis	6,6	6,6	6,6	6,7	5,89	5,71	5,71
% Associations dans la SFP	90	89	85	72	59	56	61
% Légumineuses pures	8	1	2	8	16	9	11
% Graminées pures	2	11	13	19	25	35	28

Tableau 1 : Effectif et assolement comparés bio et conventionnels

L'assolement et les effectifs ont peu évolué chez les conventionnels. Le groupe bio a une légère baisse d'effectif (- 3 %) et une baisse de la SAU (-10 %). Ces modifications sont liées aux entrées/sorties d'élevages enquêtés.

La SAU moyenne est moins importante en Bio, mais le rapport SFP / SAU est plus faible de 2003 à 2005 pour compenser les rendements plus faibles en bio, rechercher une plus grande autonomie en cultivant plus d'association de céréales protéagineux (+35 %). En 2006, la recherche de plus d'autonomie fourragère a poussé les éleveurs à diminuer la part des céréales.

En 2003, les prairies des bio sont constituées de 90 % de multi espèces, 8 % de légumineuses pures et 2 % de graminées pures. En conventionnel la part de multi espèce est moins élevée (59 %) en faveur des graminées pures (25 %) et des légumineuses (16 %). Les conventionnels misent sur des prairies à plus courte durée.

Les sécheresses ont fait évoluer les assolements prairiaux dans les deux groupes en faisant augmenter la part de graminées pures. Ainsi le climat a détruit des parcelles qui, pour une raison de constitution de stock plus rapide ont obligé les éleveurs à semer des espèces à bon rendement dès la première année (RG, ...) mais ayant une moins longue longévité. Cependant, la carence hydrique et les fortes chaleurs, n'ont pas permis aux semis d'évoluer correctement dans certaines exploitations, qui se sont tournées vers l'implantation de dactyles par exemple qui ont une bonne longévité.

AVEM	Bio n=8 2003	Bio n=8 2004	Bio n=9 2005	Bio 2006	Conv. n=19 2003	Conv. n=19 2004	Conv. n=13 2005
Alimentation							
Fourrage Stocké / brebis en KG /MS							
<i>Silo</i>	3	0	0	0	97	92	87
<i>Foin</i>	329	196	238	244	259	191	295
Total	332	196	238	244	356	283	382
Céréales autoconsommées							
<i>Brebis</i>	68	78	73	58	77	67	78
<i>Agnelles renouvellement</i>	22	20	18	15	18	18	15
Total	90	98	91	73	95	85	93
Achats de grossier							
<i>Fourrages</i>	37	166	89	158	26	55	28
<i>Luzerne déshydratée</i>	53	85	84	97	35	58	34
Total	90	251	173	255	61	113	62
Correcteur azoté brebis	15	20	13	25	38	37	41
Autres achats (céréales...)	2	9	38	55	74	31	20

Tableau 2 : Evolution des stocks et achats alimentaires

En 2004, en bio la production de grossier a diminué de 40% par rapport à 2003, qui déjà été 30 % moindre qu'une année normale. Les conventionnels ont moins subi l'effet de la sécheresse puisqu'ils n'ont produit « que 20 % en moins ». Les conventionnels ont globalement moins souffert de la sécheresse sur leur récolte en raison de l'utilisation d'engrais et du mode de récolte (ensilage, enrubannage, graminée).

Les achats se sont orientés vers des fourrages et de la luzerne déshydratée, avec des qualités de foin de plus ou moins bonne qualité et des prix importants. 2006 est une année remarquable par l'importance des quantités achetées en fourrages surtout en luzerne déshydratée (+83 % par rapport à 2003). Avec les céréales et le concentré achetés, le total des achats par brebis s'élève à plus de 335 kg de matière sèche par an et par brebis soit légèrement plus que la quantité produite (317 kg).

Ces achats empêchent le respect du cahier des charges Roquefort avant dérogation.

AVEM 2003/2004/2005	Bio n=8	Bio n=8	Bio n=9	Bio n=9	Conv. n=19	Conv. n=19	Conv. n=13
	2003	2004	2005	2006	2003	2004	2005
Brebis improductives							
% Brebis improductives	12,7	12,4	15,1	12,6	13,3	15	13,3
% Brebis Luttées non Mis bas	8,7	7,7	9,9	7,0	7,1	8,5	7
dont % Brebis vides	7,8	7	8,8	6,3	5,4	6,5	5,3
dont % Brebis non mis bas sanitaire	0,9	0,7	1,1	0,7	1,7	2	1,7
% Brebis mis bas Non traites	4	4,7	5,2	5,6	6,2	6,5	6,3
Production moyenne (Lait / brebis traite)	228	238	223	263	245	246	253
Agneaux / brebis luttées							
Agneaux nés	1,22	1,23	1,26	1,32	1,39	1,35	1,44
Agneaux sevrés (renouvellement)	0,24	0,23	0,24	0,23	0,28	0,26	0,25
Agneaux morts	0,12	0,1	0,11	0,14	0,13	0,13	0,16
Agneaux vendus	0,86	0,9	0,91	0,96	0,98	0,96	1,03
% mortalité Agneaux	9,8	8,1	8,7	10,6	9,4	9,6	11,1
% renouvellement	24	23	24	23	28	26	25

Tableau 3 : Résultats de reproduction

Les résultats de reproduction sont restés assez stables dans les deux groupes entre 2003 et 2006.

Les bio ont plus de brebis vides (+40 % en 2005) par rapport aux conventionnels. Le groupe bio améliore bien son pourcentage de brebis improductives en 2006 en maîtrisant mieux le nombre de vides et les avortements.

La production laitière est inférieure de 30 litres (12 %) en Bio jusqu'en 2006 où elle augmente de 18 % par rapport à 2005. Cette augmentation est due à une bonne maîtrise des brebis improductives avec un cheptel en légère diminution et une alimentation de qualité (compensation des achats importants).

En ce qui concerne les agneaux, les brebis bio sont moins prolifiques qu'en conventionnel (-0,18 agneaux / brebis en 2005), ont moins de mortalité sur agneaux mais au final, il y a moins d'agneaux vendus (-0,12). L'année 2006 est la meilleure année du groupe bio par une meilleure prolificité (+0,1 par rapport à 2003 année la moins prolifique) mais ces résultats ne suffisent pas pour vendre 1 agneau par brebis (norme minimale de rentabilité pour la viande).

On peut signaler que le taux de renouvellement oscille entre 23 et 24 % en bio et 25 à 28 en conventionnel. Le lot d'agnelles de renouvellement des bio est plus petit avec un écart d'environ 12 % entre les deux groupes.

	Bio n=8	Bio n=8	Bio n=9	Bio	Conv. n=19	Conv. n=19	Conv. n=13
	2003	2004	2005	2006	2003	2004	2005
Qualité du lait							
TB	68,7	69,5	69,6	70,9	68,1	69,6	69,9
TP	52,7	52,6	52,6	53,9	52	52,3	52,4
MSU	121,4	122,1	122,1	124,8	120,1	121,9	122,3
kg MSU / Brebis traite	27	29	27	32	30	30	31

Tableau 4 : Richesse du lait en bio et conventionnel

Les résultats de qualité du lait sont équivalents sur les deux groupes malgré des effets années. La MSU est équivalente en Bio comme en conventionnel car le bio ont une durée de traite plus longue.

Au final, la différence se fait par le Kg MSU/ brebis traite en défaveur des bio de 2003 à 2005 (-13 % en 2005) car les bio produisent moins de lait qu'en conventionnel (-12 % en 2005). 2006 est une année remarquable pour les bio + 1 kg de MSU par rapport au conventionnel (effet des achats d'aliment de qualité, de la durée de traite, de la quantité produite et de la réussite des mises bas).

2.2. Résultats économiques : Charges et marge

2.2.1. Les charges opérationnelles

Les charges alimentaires ont explosé chez les deux groupes à cause de la sécheresse.

	Bio n=8 2003	Bio n=8 2004	Bio n=9 2005	Bio n=9 2006	Conv. n=19 2003	Conv. n=19 2004	Conv. n=13 2005
Frais Alimentaire (€/brebis)							
Céréales auto consommées	13,5	11,7	10,9	8,7	13,7	12,3	13
Achats pour agnelles	6,1	4,3	3,9	4,4	5,1	5,5	5,4
Achats de grossier (fourrage+Luz, deshy,)	18,8	52,4	34,4	44,6	9,2	19,3	10,3
Achats correcteurs azotés brebis	6,8	7,5	4,9	9,6	11,2	11,5	12,7
Achats CMV et Sel	5,1	3,9	3,4	3,8	3,3	3,3	4,2
Achats autres (céréales,...)	0,4	1,6	8,4	10,1	0,9	4,8	2,9
Total	50,7	81,4	65,9	81,2	43,4	56,7	48,5

Tableau 5 : Charges alimentaires

Les achats de grossier ont fortement progressé (+33,6 € / brebis en bio, 10,1€ en conv.) en raison d'une part des fourrages et de luzerne déshydratée achetés à l'extérieur et d'autre part du coût de ces achats en raison de la forte demande en France. Les bio s'en sortent moins bien que les conventionnels sur les frais alimentaires, avec une progression de 38 % contre 23 % en conventionnel. Entre 2003 et 2006, les charges alimentaires du groupe bio sont en dent de scie avec 2 pointes à plus de 81€ par brebis en 2004 et 2006. Plus de la moitié de ces charges sont occupées par le poste des achats de grossier.

L'autre caractéristique est l'importance du poste des autres achats en 2006 avec l'achat notamment de céréales. Les conventionnels ont une meilleure autonomie fourragère que les bio (silo de graminée) et rééquilibrent les rations de traite par l'achat de correcteurs azotés (+159 % en 2005). Le groupe bio très touché en 2006, a réduit cet écart en achetant pour 9,6 € en 2006 (différence de 63 % entre bio et conventionnel en 2006).

	Bio n=8 2003	Bio n=8 2004	Bio n=9 2005	Bio n=9 2006	Conv. n=19 2003	Conv. n=19 2004	Conv. n=13 2005
Frais Vétérinaire (€/brebis)							
Préventif	1,65	1,65	1,53	2,01	3,9	3,6	4,4
Curatif	0,68	0,5	0,58	0,63	1,8	1,3	1,5
Total	2,33	2,15	2,11	2,64	5,7	4,9	5,9

Tableau 6 : Charges vétérinaires

NB : Les frais vétérinaires n'intègrent pas le coût de l'adhésion AVEM

Préventif = vaccins, antiparasitaires, divers (seringues tarissement,...)

La variation en 2006 s'explique par un accident sanitaire sur un élevage

Les bio sont beaucoup moins utilisateurs de produits vétérinaires puisqu'ils en consomment plus de 2 fois moins par brebis comparés aux conventionnels.

Presque ¾ du coût des produits vétérinaires dans les deux groupes sont préventifs. Le groupe bio utilise moins d'antiparasitaires et de vaccins que les conventionnels (1 à 2 antiparasitaires internes en bio contre 2 à 3 en conventionnel ; un tiers des bio vaccine contre la chlamydie alors que plus de 80 % des conventionnels le font).

	Bio n=8	Bio n=8	Bio n=9		Conv. n=19	Conv. n=19	Conv. n=13
	2003	2004	2005	BIO N=9 2006	2003	2004	2005
Frais SFP (€/brebis)							
Frais Engrais	4,2	3,2	4,3	4.4	6,9	6,1	7,3
Frais Semences	4,5	5	6,5	6.7	4,4	5,3	6,7
Frais Phyto	0	0	0	0	0,9	0,8	1,4
Total	8,7	8,2	10,8	11.1	12,2	12,2	15,4

Tableau 7 : Charges SFP

Les frais SFP sont plus bas chez les bio par rapport aux conventionnels : ils n'utilisent pas d'engrais chimique ni de produits phytosanitaires de synthèse. Chez les deux groupes, ce poste varie selon les années. En 2004, les frais d'engrais ont diminué car par manque d'eau, l'utilisation d'engrais minéraux ou organiques est inefficace. En 2005 et 2006, les frais SFP ont fortement augmenté au niveau des semences fourragères (24 et 21 % en bio et conventionnel), car les éleveurs ont dû renouveler les prairies détériorées par la sécheresse afin de pouvoir sortir les brebis le plus tôt possible et d'assurer les stocks.

AVEM	Bio n=8	Bio n=8	Bio n=9	Bio n=9	Conv. n=19	Conv. n=19	Conv. n=13
	2003	2004	2005	2006	2003	2004	2005
Charge (€/brebis)							
Charge Alimentaire	50,7	81,4	65,9	81.2	43,4	56,7	48,5
Charge Vétérinaire	2,3	2,2	2,1	2.6	5,7	4,9	5,9
Charge SFP	8,7	8,2	10,8	11.1	12,2	12,2	15,4
Charge Production Animale	3,5	3,9	4,6	4.1	7,8	7,2	8
Charge Totale	65,2	95,7	83,4	99	69,1	81	77,8

Tableau 8 : Total des Charges opérationnelles

Les frais des autres productions animales sont deux fois moins élevés en bio par rapport au groupe conventionnel car les éleveurs bio n'utilisent pas d'insémination artificielle en brebis laitière car la synchronisation hormonale est interdite. De plus, un nombre moins important d'élevages bio adhèrent aux contrôles de performances laitières.

En résumé, les charges opérationnelles sont dominées par les charges alimentaires qui représentent plus de 80 % de ces charges en bio et environ 65 % en conventionnel. C'est la maîtrise du poste alimentaire qui conditionne la rentabilité de l'élevage. L'autonomie est l'axe de travail majeur sur les exploitations et plus particulièrement en bio (cohérence avec le cahier des charges).

AVEM	Bio n=8	Bio n=8	Bio n=9	Bio n=9	Conv. n=19	Conv. n=19	Conv. n=13
	2003	2004	2005	2006	2003	2004	2005
Prix du lait (€ litre)	1,096	1,03	1,109	1.118	0,832	0,84	0,84
Produit (€/brebis)							
Produit Lait	217,7	216	210	257.3	176,5	174,4	183
Produit Agneaux	32,3	35,3	34,5	42	39,7	39,4	40,9
Produit Réformes	7,8	8,4	8,9	8.7	9,7	10,1	9,5
Produit Viande (agneaux + réformes)	40,1	43,7	43,4	12.9	49,4	49,5	50,4
Produit Ovin hors primes	257,8	259,7	253,4	308	225,9	223,9	233,4

Tableau 9 : Produits lait et viande des élevages

Les produits sont dominés par une part plus importante des recettes lait par rapport aux conventionnels +13 % en 2005 avec un prix du lait de + 0.27€ par litre = 24 % en plus, supérieur (correspondant à la plus value bio payé par les industriels).

Malgré une baisse de la production en 2005 (moins de brebis traitées et moins de lait), le groupe bio a augmenté fortement sa production en 2006 de 22 % par rapport à 2005 : valorisation des achats alimentaires, bons résultats zootechniques et individus à forte production cette année.

Les produits de la viande (agneaux + réformes) sont toujours plus faibles en bio par rapport au conventionnel : il y a moins d'agneaux vendus (prolificité) et les réformes moins en état. Chez les bio le produit viande a augmenté au cours des 4 années de 30 % : pour les agneaux par l'augmentation du nombre d'agneaux, pour les brebis, les éleveurs ont vendu plus de réformes.

AVEM	Bio n=8 2003	Bio n=8 2004	Bio n=9 2005	Bio n=9 2006	Conv. n=19 2003	Conv. n=19 2004	Conv. n=13 2005
Marge Brute hors primes/ brebis	192,6	164	170	209	156,8	142,9	155,6
Marge Brute hors primes / produit ovin en %	75	63	67	67	69	64	66
Charges fixes (Ch. Structures hors amortissement)	76	70	82	88	94	93	93
Annuités	46	44	39	52	35	34	44

Tableau 10 : Marge brute et charges de structure

La Marge brute par brebis, en 2005 s'élève à 170€ en bio soit +8 % qu'en conventionnel. Cependant, chez les deux groupes, les marges brutes ont diminué de 17 et 10 % entre 2003 et 2004 avec une stabilité de la recette lait et légère baisse du produit lait. En bio, en 2005, cette marge reste 9 % moins élevée qu'en 2003.

La Marge Brute en conventionnel est stable et même si le produit ovin a augmenté en 2006 le pourcentage de la marge sur ce même produit reste à 66 % contre 69 % en 2003 car le groupe avait des charges plus faibles cette année là.

La Marge Brute des bio est moins régulière et 2006 montre une marge intéressante mais l'importance des charges fait stagner le pourcentage de marge sur le produit à 67 %.

Les charges fixes sont moins importantes en bio qu'en conventionnel mais tendent à se rapprocher en 2006. La part des annuités sur la marge brute est équivalente en bio et conventionnel avec un pourcentage voisin de 24 %.

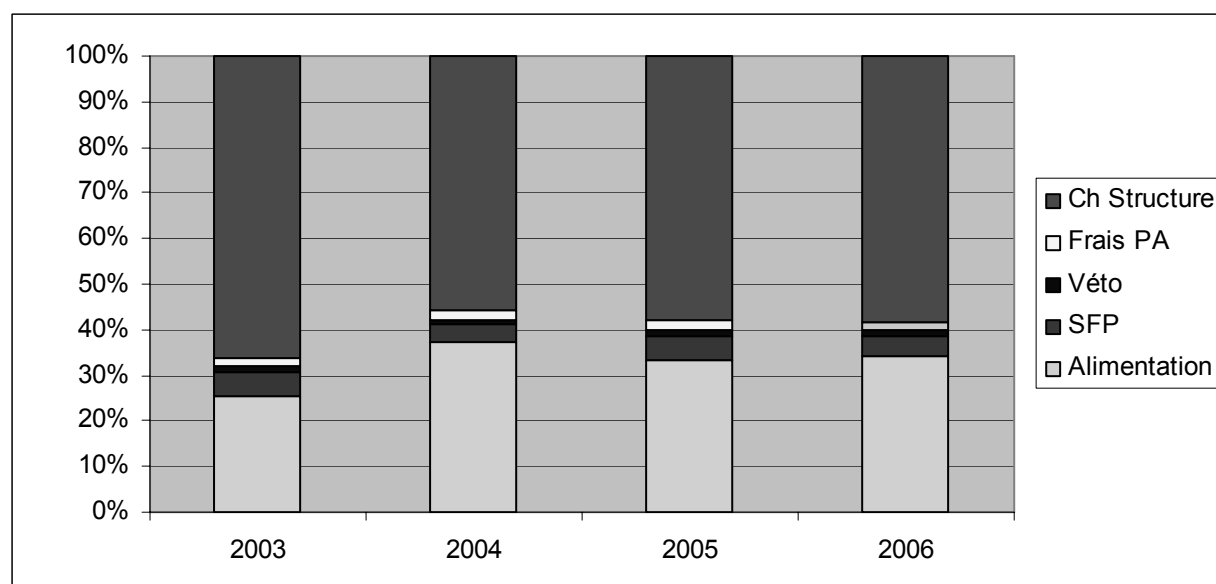


Figure 1 : Composantes de la marge

Importance des charges alimentaires :

Si elles représentaient un quart des charges totales de l'exploitation, elles sont à plus du tiers depuis 2004, tout en ayant une hausse du volume total des charges totales.

C'est le 2^{ème} poste de charges mais pesant sur l'ensemble.

Cette progression du pourcentage des charges totales est très importante vu la hausse du total. Elle montre bien la vulnérabilité des élevages en bio aux aléas climatiques sur l'autonomie en grossier et en céréales. Les charges alimentaires sont bien le poste clé de la marge brute et des charges totales.

Cette hausse est d'autant marquante qu'il est important de raisonner l'élevage en bio avec le maximum de lien avec les surfaces de celui-ci. Avec ces gros achats, en quantité et en valeur, ce lien est beaucoup moins fort.

Les charges de structure, comme dans les élevages ovin-lait conventionnels, représentent plus de 60 % des charges. Leur part baisse par la hausse des charges alimentaires, mais leur montant est en augmentation depuis 2003. C'est notamment les charges de mécanisation et les annuités qui progressent le plus.

Les frais SFP restent sur une part presque constant autour des 5 % des charges totales.

Les frais vétérinaires (produits seulement) et les frais PA représentent respectivement entre 1-1,5 % et 1.5-2.2 % soit une part faible du total.

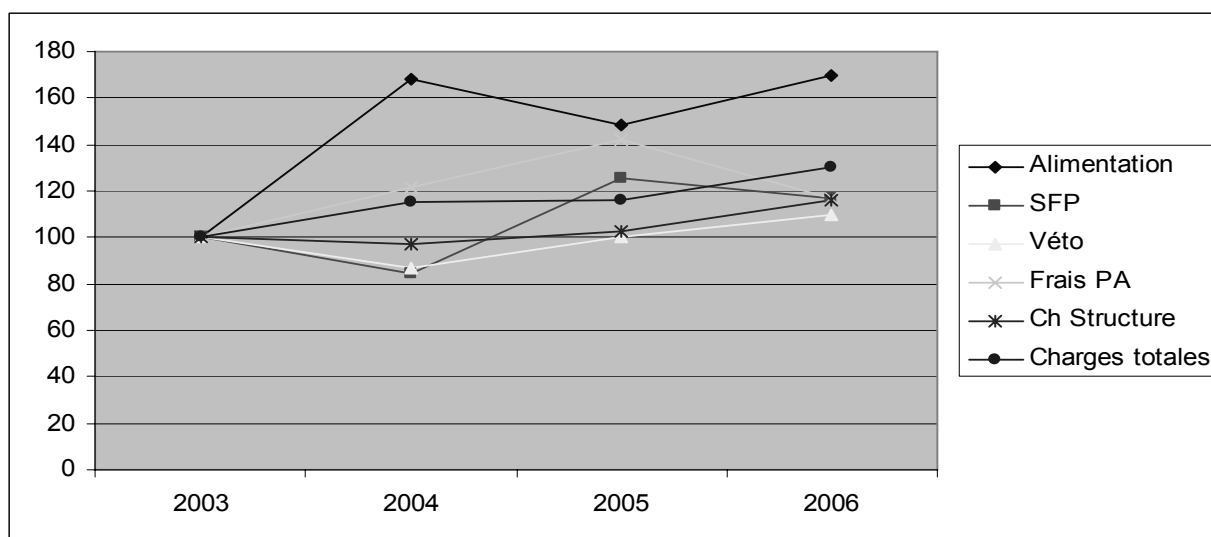


Figure 2 : Evolution des charges de 2003 à 2006 (indice base 100 en 2003)

Tous les postes de charges sont en augmentation depuis 2003 :

- énorme hausse pour les charges alimentaires +70 %
- +16 % sur les charges de structure et elles représentent plus de 2/3 du total. Or elles sont plus difficilement compressibles rapidement. Elles diminuent donc les marges de manoeuvre pour le revenu de l'élevage. Egalement, elles augmentent la vulnérabilité à toute hausse de charges, aléas et variation des prix de vente.
- les frais SFP, vétérinaires et PA ont une hausse semblable, mais pèsent moins sur le global.

Hausse globale des charges : elle est liée avec la progression de l'alimentation et des charges de structure. La préservation de la marge nette ne peut se faire par le prix du lait et éventuellement les volumes.

La principale composante de la marge brute est le poste alimentation au niveau des charges. Sans sécheresse mais avec évolution du prix des matières premières, ce poste restera le poste prépondérant. Mais c'est aussi une source de marge de progrès par la recherche de meilleurs équilibres d'exploitation. Au niveau du produit, la recette lait est le facteur prépondérant, avec notamment le prix du lait.

DISCUSSION-CONCLUSION

Autonomie alimentaire importante en Bio

L'élément clé de la marge brute en élevage ovin lait bio est l'autonomie alimentaire.

Les aspects climatiques passés ont accentué cet aspect. Les sécheresses successives ont mis en évidence les systèmes les plus vulnérables, ont montré une plus grande dépendance des élevages bio vis à vis des achats extérieurs en fourrages grossiers, pénalisant ainsi la marge de l'atelier.

Les changements climatiques dans l'avenir annoncés ne laissent pas supposer des saisons faciles et rendront peut être ces épisodes exceptionnels plus fréquents. Qu'en sera-t-il des élevages bio dans ce contexte ? Une réflexion est nécessaire pour anticiper et intégrer ces phénomènes pour apporter la meilleure adaptation possible des élevages biologiques aux aléas climatiques.

L'équilibre du système a montré son importance lors des difficultés climatiques connues : gestion de l'effectif par rapport aux surfaces, réduction des animaux improductifs, charges de structure raisonnées pour donner de la souplesse économique à l'exploitation...

Les prix des matières premières, à la fois des céréales et des matières azotées, pourront évoluer à la hausse et varier de façon cyclique. Il en sera de même pour les approvisionnements bio. Les achats seront plus coûteux dégradant la marge.

Bio : de nouveaux défis

Le développement du marché bio donne de bonnes perspectives pour les exploitations et est aussi une récompense sur la valorisation de ce mode de production.

La hausse de la production ne sera pas facile à envisager si on doit prendre en compte les éléments énoncés au dessus.

Elle ne pourra pas se faire à n'importe quel prix : aller à la facilité vers des gros achats extérieurs allant à l'encontre du résultat économique et d'une certaine éthique recherchée dans la production bio.

Elle passera certainement par une reconversion d'exploitations amenant de nouveaux projets en bio et une politique favorisant de nouvelles installations. Elle évite aussi l'agrandissement démesuré des structures et une stabilisation du tissu rural dans des zones défavorisées.

Ces antagonismes entre le développement de marché de produits lait bio par une hausse de la production et un respect du principe du bio sont autant de réflexions pour les acteurs : ne pas entacher l'image du bio, préserver le revenu des agriculteurs, rémunérer les produits et le travail de ceux ci...

Evolution des demandes

La baisse des coûts de production était une préoccupation pour améliorer la marge brute et faire face aux charges de structure afin de faire évoluer le revenu. Elle est et sera toujours une recherche sur les exploitations.

La hausse de la production est une demande plus forte pour répondre au marché bio grandissant.

L'aspect environnemental représenté par la bio auprès de la population n'est pas à exclure de tout le développement. C'est l'atout majeur des fermes bio au regard de la société.

L'encadrement, technico-économique notamment, sera nécessaire pour relever ces différents défis qui s'offrent à la production bio sans qu'elle oublie sa cohérence et son bon sens. Le développement des fermes bio lié à l'essor du marché laitier bio et de sa valorisation ne doit pas laisser de côté les réflexions sur la durabilité des fermes afin de faire face à de futurs aléas et de sécuriser le volet économique.